YANKO SPASSOYEVITCH
Député, Avocat

LE ROI NICOLAS

et

union du Monténégro avec la Serbie

(TRADUIT DU SERBE)

PRIX : 2 FRANCS

GENÈVE
ÉDITIONS DU JOURNAL « LA SERBIE »

1918

YANKO SPASSOYEVITCH
Député, Avocat

LE ROI NICOLAS

et

l'union du Monténégro avec la Serbie

(TRADUIT DU SERBE)



GENÈVE
ÉDITIONS DU JOURNAL « LA SERBIE »

1918

PRÉFACE

Cette brochure est la traduction, avec quelques modifications, de celle que j'ai publiée en langue serbe, l'année passée, sous le pseudonyme de « Montenegrinus ».

« La vérité crève les yeux », dit un proverbe russe. La brochure a produit son effet. Elle a même provoqué une révolution en miniature à Neuilly près de Paris, où habitent actuellement le roi du Monténégro et sa petite cour, car ils y ont lu le récit de leurs crimes envers le Monténégro, envers la Serbie et envers les Alliés, crimes qu'ils commençaient à oublier pour se lancer déjà dans d'autres aventures antiserbes et antipatriotiques

Après la publication par la Gazette de Lausanne, *le 15 juillet 1917, d'un article retentissant reproduit peu après par le* Temps *et par d'autres journaux, Neuilly s'émut. Le gouvernement du roi monténégrin et ses fils, les princes Danilo et Pierre, s'empressèrent d'envoyer des démentis qui n'étaient que des tissus de mensonges, de calomnies et d'expressions vulgaires ; il va sans dire qu'ils ne réussirent nullement à se justifier, car les faits ne se laissent pas supprimer par des paroles et par des injures. Les affirmations de ces messieurs n'ont convaincu personne, pas même le lecteur le plus naïf.*

J'ai publié à la fin de cette brochure l'acte sur la capitulation du Monténégro. (« Gazette de Lausanne » du 3 mars 1916.)

L'AUTEUR.

Genève, le 12 septembre 1918.

APERÇU HISTORIQUE

Introduction

Le Monténégro est un Etat serbe, habité exclusivement par des Serbes.

Le Monténégro, dont le nom date de la fin du XVe siècle, est situé dans la partie montagneuse la plus pauvre de l'ancienne Zéta, qui joua dans l'histoire du peuple serbe un rôle important. La Zéta comprenait principalement le Monténégro actuel, le régime du fleuve Drin (qui fait partie aujourd'hui de l'Albanie du Nord), et les bouches de Cattaro (qui sont maintenant sous le sceptre des Habsbourg).

Dans des temps très reculés, la Zéta fut donnée en jouissance aux héritiers du trône serbe, avec Scutari comme capitale.

Elle joue aujourd'hui encore le même rôle et a pour le peuple serbe la même signification qu'autrefois, du fait qu'avec Scutari, elle présente pour l'ensemble des pays serbes une des communications les plus naturelles avec l'Adriatique. Mais l'Autriche, qui fut son ennemie pendant l'oppression turque comme la Turquie elle-même, s'est énergiquement opposée, surtout après la guerre balkanique de 1912—1913, à ce que le peuple serbe obtînt l'accès à la mer Adriatique par Durazzo, et à ce qu'il rentrât dans son ancienne capitale de Scutari, habitée aujourd'hui encore par des Serbes, con-

traints pour la plupart d'accepter la religion musulmane, de s'albaniser et même de renoncer à leur propre langue.

L'ancien Etat serbe

Si le peuple serbe a toujours, depuis son arrivée dans les pays où il vit encore aujourd'hui, présenté une parfaite unité de nationalité, de mœurs et de langue, cette unité n'a existé politiquement ni autrefois, ni de nos jours.

Les premières tentatives pour l'union des Serbes, faites par les premiers *joupans* (princes féodaux serbes), datent des VIIe, VIIIe et IXe siècles.

Au Xe siècle, le grand *joupan* Tchaslav réussit à réunir la plus grande partie des terres serbes sous sa domination. Mais le véritable fondateur de l'ancien Etat serbe fut Stévan (Etienne) Némagna (1159—1196). Dans la composition de cet Etat des Némagnitch entrèrent l'une après l'autre presque toutes les provinces serbes, depuis le Danube et l'Adriatique jusqu'aux mers Ionienne et Egée.

De même que Stévan Némagna fut le fondateur et le père du premier Etat serbe, de même son fils, Saint-Sava, fut le fondateur et le père de l'Eglise serbe indépendante. Par ses soins, par son travail énergique et intelligent, l'Eglise serbe se détacha de l'Eglise grecque et acquit son indépendance (en 1219).

L'empire serbe

L'Etat serbe n'atteignit le point culminant de sa grandeur et de sa puissance qu'au XIVe siècle, sous le

règne du tsar serbe Douchan (1331-1355). Le 16 avril 1346, jour de Pâques, le roi Douchan proclama l'empire serbe dans sa capitale Skoplié (Uskub), ceignit la couronne de tsar et éléva l'archiépiscopat serbe au rang de patriarcat.

L'empereur Douchan fut un des plus remarquables souverains serbes; c'était un chef militaire d'une grande bravoure, un homme d'Etat des plus clairvoyants, qui sut faire régner l'ordre et la justice dans le pays. En 1349 il promulgua à Skoplié (Uskub), devant l'Assemblée Nationale, un code, document d'une haute valeur, œuvre d'un grand homme d'Etat, sage et avisé, qui assurait à ses sujets le respect de la propriété et des libertés individuelles sans distinction de religion ni de nationalité, et protégeait également l'instruction publique et le commerce, le tout pour la prospérité et le bonheur du peuple.

L'arrivée des Turcs

Au XIVe siècle apparut l'ennemi redoutable qui devait être fatal à l'Etat serbe, le Turc. Byzance touchait alors à sa fin ; les luttes autour du trône et les querelles intestines ébranlait jusqu'à sa base l'empire d'Orient naguère si florissant.

Kantakuzène, homme puissant en Byzance et qui s'était proclamé empereur, appela les Turcs d'Asie à son secours pour se maintenir sur le trône. C'est ainsi que les Turcs s'installèrent en 1353 à Gallipoli, et devinrent bientôt une calamité pour Byzance d'abord, puis pour la Serbie et les autres pays balkaniques, enfin pour l'Europe tout entière.

La chute de l'Etat serbe

Le fils et successeur du tsar Douchan, le tsar Ouroche (1355-1371), n'avait ni les capacités ni l'énergie nécessaires pour continuer l'œuvre de son père et pour maintenir l'union de l'Etat serbe. Les seigneurs serbes se séparèrent du nouveau tsar pour régner chacun dans son propre fief et pour entreprendre entre eux une série de luttes qui devaient mener rapidement l'Etat serbe à sa chute finale. L'Etat commença en effet à se morceler en provinces séparées, que des voisins avides attaquèrent et soumirent à leur domination.

Le 15 juin 1389, le sultan turc Mourad, après avoir conquis les provinces serbes orientales avec la Macédoine, vainquit l'armée serbe à Kossovo ; dans cette grande bataille, qui fut pour la Serbie une catastrophe, le tzar Lazare et le sultan Mourad trouvèrent l'un et l'autre la mort.

Après la bataille de Kossovo, la Serbie devint vassale de la Turquie. Longtemps avant, la Bulgarie avait déjà perdu son indépendance. En 1453 les Turcs entrèrent à Constantinople même. Six ans plus tard, en 1459 la Serbie était complètement soumise à la Turquie. Le même sort atteignit la province serbe de Bosnie en 1463 et dix-neuf ans après, en 1482, l'autre province serbe, l'Herzégovine.

La suppression du patriarcat serbe

En même temps que son indépendance politique, le peuple serbe perdit aussi, en 1459, l'indépendance de son Eglise, car la perfidie grecque enleva au patriarcat

serbe son autonomie en le plaçant sous la dépendance du patriarcat de Constantinople. C'est l'époque la plus sombre et la plus terrible de l'histoire du peuple serbe.

Un nombre considérable d'églises et de monastères tombaient en ruines. On n'entendait plus retentir les chants sacrés; on ne célébrait plus la messe; les prêtres et le peuple se cachaient pour prier dans les rochers et sur les montagnes, comme au temps des persécutions des chrétiens.

Cette situation lamentable du peuple serbe dura cent ans, jusqu'au rétablissement du patriarcat serbe, qui se fit en 1557 grâce au célèbre capitaine turc, le grand vizir Mehmed Sokolovitch, d'origine serbe. Mais deux cents ans plus tard (1766) les Grecs, aidés par les Turcs, le soumirent de nouveau au patriarcat de Constantinople, et il n'a pas encore été reconstitué depuis lors.

Le Monténégro

La seule province serbe restée libre était la Zéta, gouvernée après la mort de Douchan par les Balchitch, auxquels succédèrent les Tsrnoyévitch, mais eux aussi eurent à subir les fréquentes attaques des Turcs qui avaient déjà occupé Scutari, la capitale de la Zéta, et le pays presque tout entier, de sorte que le prince Ivan Tsrnoyévitch fut forcé, en 1484, de transférer sa capitale à Cettigné, où il éleva un monastère.

C'est à cette époque que le nom de Monténégro apparaît dans l'histoire du peuple serbe et prend la place de celui de l'antique Zéta.

Le dernier prince de la famille Tsrnoyévitch, Djouradj (Georges), quitta le pays en 1496 et passa en Italie, en laissant pour le remplacer sur le trône son frère cadet,

Stévan, qui abjura le christianisme et se fit musulman sous le nom de Skender-Beg. Celui-ci rallia le Monténégro à la Turquie, devint son gouverneur avec les pouvoirs d'un pacha et établit sa résidence à Scutari, ancienne capitale de la Zéta.

La Zéta serbe, le Monténégro actuel, avait ainsi, à son tour, perdu son indépendance ; dès lors commence pour le peuple serbe l'époque des horreurs et de la terreur turques.

La lutte contre les Turcs

En dépit de la perte de son Etat et de son indépendance religieuse, le peuple serbe n'avait jamais abandonné l'espoir de se libérer du joug turc et de reconstituer son unité nationale. Ces espérances ont été sa seule consolation pendant cinq siècles d'esclavage et de luttes continuelles contre ses oppresseurs. La haine de ces derniers contre ce peuple perpétuellement révolté allait sans cesse en grandissant, entraînant des mesures de coercition de plus en plus rigoureuses, jusqu'à celle qui finit par interdire aux fils du pays de prononcer même leur nom de Serbes.

La fin du XVII[e] siècle fut témoin d'un événement d'une grande importance qui porta un coup funeste à la Turquie et vint raviver chez les Serbes tous les espoirs de libération et d'union. C'est en effet en 1683 que les Turcs ayant mis le siège devant Vienne, le roi de Pologne accourut au secours de la ville, la délivra et infligea aux assiégeants une sanglante défaite. La puissance turque en Europe entrait dans son déclin.

A cette époque, sous la conduite d'Arséniyé Tcharnoyévitch, patriarche d'Ipek, les Serbes se levèrent en

masse contre les Turcs, et les Monténégrins jouèrent à leurs côtés un rôle des plus actifs. Mais ces efforts étaient voués à l'insuccès et devaient être fatals au peuple serbe. Les Turcs s'emparèrent de Cettigné et démolirent son monastère ; Arsenyé Tcharnoyévitch, forcé de fuir la vieille Serbie avec une masse énorme de la population, dut aller chercher un asile en Autriche.

Les pays et les villes désertés par les Serbes furent repeuplés par les Turcs et les Albanais. Quant aux habitants restés au pays, on leur imposa la religion musulmane et l'on entreprit de les dénationaliser systématiquement tout en les soumettant aux pires traitements.

Si grave qu'il fût, cet échec ne pouvait abattre l'indomptable courage du peuple serbe. Sentant cependant la nécessité d'un appui, il s'adressa à la Russie au moment où cette puissance engageait contre les Turcs des luttes qui devaient se prolonger pendant des siècles. La protection de la Russie, assurée aux Serbes et à tous les autres chrétiens asservis par la Turquie, provoqua chez eux un brillant réveil de leurs espoirs de libération.

Les Serbes sont dès lors constamment en guerre avec les Turcs et s'allient alternativement à la Russie, à l'Autriche, et à Venise selon que l'un ou l'autre de ces Etats a lui-même ouvert les hostilités contre l'ennemi héréditaire. Dans toutes ces guerres, les Monténégrins sont au premier rang et leur pays devient peu à peu l'asile des *haïdouks* serbes qui combattent pour la liberté et pour les droits nationaux.

Sous l'opression, le peuple serbe s'est complètement affranchi de la division en castes du moyen âge ; il a conquis l'égalité et s'est trouvé uni dans les idées, les espérances, les buts à poursuivre et les principes dé-

mocratiques. Comprenant que son salut était dans la concorde et dans l'union, il travailla consciencieusement non pas, comme autrefois, à la libération de telle ou telle province ou à la formation de grands fiefs pour tel ou tel seigneur, mais à la libération et à l'union de tout le peuple serbe et à la formation d'un Etat unique. Il a engagé pour ce but toute sa force nationale et n'a cessé de se préparer à de nouvelles luttes contre les Turcs.

La libération de la Serbie

Karageorge Pétrovitch, le fondateur de la dynastie actuelle en Serbie, fit en 1804 la révolution contre les Turcs et, après une lutte héroïque de neuf ans, libéra la Choumadia et fonda le nouvel Etat serbe, comme l'avait fondé autrefois Stévan Némagna. Ses troupes prirent alors à l'Est le chemin de Vidin et Sofia (districts serbes que le Congrès de Berlin de 1878 a attribués à la Bulgarie), poussèrent au sud vers la vieille Serbie, la Macédoine et vers la Zéta (Monténégro), et à l'ouest vers la Bosnie et l'Herzégovine ; mais elles n'étaient malheureusement pas encore assez fortes pour pouvoir apporter la liberté à toutes ces provinces et venger Kossovo. Cette libération et cette revanche ont dû être laissées aux générations futures.

Le Monténégro. second Etat serbe

La révolution de Karageorge, accueillie avec enthousiasme par tout le peuple serbe, n'avait pas pu réaliser complètement son idéal sacré de libération et d'unité.

Karageorge n'avait même pas réussi à établir l'union

avec le Monténégro, vers lequel il avait dès le début dirigé ses armées ; il fut obligé en effet de se replier devant les forces turques supérieures et de se retirer du Sandjak de Novi-Bazar et de la région de Vassoyévitch vers la Serbie libérée, pour la défendre contre les Turcs qui l'attaquaient du côté de la Bulgarie. Le Monténégro dut, pour cette raison, continuer la lutte séparément et, après la guerre serbo-turque, fut reconnu complètement indépendant par le Congrès de Berlin de 1878.

L'Autriche et l'Allemagne, poussant toujours vers l'Orient, se sont opposées alors avec la plus grande énergie à la réunion de la Serbie et du Monténégro, car cette réunion faisait obstacle à l'accomplissement de leurs projets. Aussi l'Autriche fut-elle autorisée par le Congrès de Berlin — où elle joua avec l'Allemagne le rôle prépondérant — à occuper provisoirement la Bosnie et l'Herzégovine, qu'elle s'est annexées plus tard en 1908, au mépris de toutes les stipulations du Congrès.

La Macédoine serbe et la vieille Serbie, bien que restant soumises à la Turquie, furent complètement abandonnées à l'influence de la Bulgarie, laquelle avait entrepris dans ces provinces une propagande terroriste effrénée dans le but de les dénationaliser et d'y détruire l'élément serbe. Le but évident de l'Autriche était d'annexer au moment propice ces deux provinces comme elle l'a fait pour la Bosnie et l'Herzégovine.

Ainsi l'Autriche et l'Allemagne faisaient s'effondrer, après plusieurs siècles de lutte contre les Turcs et les plus grands sacrifices, tous les espoirs de libération et d'union nationale qu'avait nourris le peuple serbe. Le traité de Berlin créa deux Etats serbes, tandis qu'il laissait les autres provinces sous la domination de l'Au-

triche, la Turquie et la Bulgarie. Ce morcellement du peuple serbe était pour la nation la plus lamentable des défaites ; la guerre entreprise pour la libération et l'union aboutissait à la désillusion la plus cruelle, et le peuple serbe comprit bien que dans de telles conditions son existence même était impossible, aussi bien politiquement qu'économiquement.

Le Monténégro en particulier, qui ne comptait avant les guerres balkaniques, avec tous les accroissements territoriaux, qu'à peine 9000 km² avec 180,000 habitants, ne pouvait exister.

La fondation de la dynastie monténégrine

Le clergé avait joué un rôle important dans l'histoire du peuple serbe au temps de son esclavage sous les Turcs, prenant toujours une part des plus actives à toutes les affaires publiques, et toujours à la tête des mouvements nationaux. Comme il était en même temps le seul agent d'instruction, il était respecté et vénéré par le peuple. Ce rôle joué par le clergé dans la vie de la nation indique la raison pour laquelle toute famille dont un membre était prêtre (pope), moine ou évêque, s'efforçait de conserver cette dignité qui restait presque toujours héréditaire.

En vertu de cette habitude nationale, le premier moine de la famille Pétrovitch, Danilo, du village Niégouche promu évêque de la Zéta en 1700, eut constamment pour successeurs, sauf une courte interruption, des membres de sa proche parenté.

C'est ainsi qu'après sa mort, survenue en 1735, son neveu Sava fut nommé évêque de la Zéta. Destitué par

le peuple lui-même, en 1750, à cause de sa faiblesse de caractère [1], il fut remplacé par Vassiliyé Pétrovitch, qui mourut à Petrograd en 1766, et qui eut pour successeur Arséniyé, de la famille Bolévitch de Tzrmnitza. Après la mort d'Arséniyé (15 mai 1784), Pierre Ier Pétrovitch fut sacré évêque de la Zéta le 14 octobre 1784 [2]. Le cinquième et dernier évêque de cette famille fut le génial poète serbe, Pierre II Pétrovitch-Niégoche.

Son parent, Danilo Pétrovitch, qui devait aussi se faire moine et devenir évêque, modifia l'ancien usage de sa famille et se fit proclamer, 1851, prince du Monténégro. Il eut pour successeur, en 1860, son neveu Nicolas, le roi actuel.

Telle est l'origine de la dynastie monténégrine. Ce qui n'a pas empêché le roi Nicolas, dans ses « Mémoires inédits » publiés par *Je sais tout* (janvier 1917), d'essayer de falsifier les faits historiques et de vouloir démontrer que sa dynastie remonte à 640 ans, soit au XIIIe siècle !

---

[1] P. Rovinski : Le Monténégro, t. I, p. 543, Pétrograde 1888.
[2] Vb. Djordjevitch : Le Monténégro et l'Autriche au XVIIIe siècle, p. 61, Belgrade 1912.

APERÇU GÉNÉRAL SUR LA VIE POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DU MONTÉNÉGRO

L'organisation de l'Etat

Le Monténégro fut partagé administrativement en dix *nahias* et subdivisé en cinquante *capetanias*. A la tête des *nahias* se trouvaient les intendants de districts et à la tête des *capetanias*, les intendants de tribus. Les uns comme les autres étaient à la fois juges et administrateurs. La Cour suprême (Sénat) siègeait à Cettigné et avait dans ses attributions en même temps les deux pouvoirs exécutif et judiciaire.

Dans les vingt dernières années du XIXe siècle ont été créés les différents départements ministériels ainsi qu'un Conseil d'Etat composé de cinq ministres inamovibles et de l'évêque de Cettigné. Il n'y a donc pas, à proprement parler, de Conseil de ministres. Le pouvoir législatif se trouvait exclusivement entre les mains du prince, qui disposait également des deux autres : judiciaire et exécutif.

Le peuple ne prenait aucune part aux affaires nationales. Il avait des devoirs et pas de droits. Autrefois, cependant, alors que le Monténégro n'avait pas encore sa dynastie ni son indépendance, toutes les affaires nationales étaient réglées par le peuple lui-même ; les chefs de famille, le clergé, avec l'évêque, étaient les exécuteurs de ses volontés.

L'organisation militaire était tout aussi simple et primitive. Chaque région fournissait une *brigade* commandée par un *brigadier*. La brigade se composait de *bataillons*, au nombre de quatre à six, ayant à leur tête des *commandants*, et divisés eux-mêmes en *compagnies* (de trois à huit) commandées par des *officiers-lieutenants*.

Tout Monténégrin de 17 à 70 ans est soumis au service militaire : il n'y a pas d'armée active. Les jeunes gens sont astreints à une instruction militaire spéciale de deux ou trois mois, mais cela se faisait d'une façon irrégulière, les subsides fournis dans ce but par la Russie étant généralement dépensés, comme nous le verrons plus loin, pour les besoins personnels de la Cour de Cettigné.

Les brigadiers, les commandants, les officiers et les soldats eux-mêmes vivaient jusqu'à ces derniers temps chez eux à la campagne. Les brigadiers touchaient annuellement 480 couronnes, les commandants 240, et les officiers 120. Quatre-vingt-dix pour cent de ces officiers étaient illettrés, comme était illettré aussi leur ministre de la guerre. Le nombre des brigadiers s'est augmenté au cours des dernières années d'hommes plus jeunes et en possession d'une certaine instruction ; lors de l'occupation par l'Autriche, le Monténégro avait une quarantaine de brigadiers environ.

La situation économique

Le Monténégro est le pays le plus stérile, le plus montagneux et le plus rocheux qu'on puisse imaginer, c'est la plus déshéritée de toutes les provinces serbes. La stérilité du sol d'une part, de l'autre les luttes conti-

nuelles contre les Turcs — surtout depuis la fin du XVII[e] siècle — ont fait des Monténégrins les plus pauvres parmi les Serbes.

Les Monténégrins sont des cultivateurs et des éleveurs de bestiaux, dépourvus de toutes notions sur le commerce et l'industrie, car l'ancien Monténégro, composé de quatre *nahias* seulement (4000 kilomètres carrés environ), ne comprenait aucune ville, et les conditions générales du pays ne se prêtaient en rien à l'essor de ces branches de l'activité sociale.

Mais ils sont par contre un peuple guerrier, fermement persuadés que le destin les a désignés pour combattre les Turcs. Leur développement et leur perfectionnement se sont donc effectué dans ces deux voies, la culture du sol et l'éternelle préparation à la guerre, au détriment de l'industrie et du commerce qu'ils jugeaient indignes d'eux et pour lesquels ils n'ont jamais marqué aucun goût.

On constate aujourd'hui cncore le même état de choses au Monténégro, malgré l'accroissement territorial dont il a bénéficié à la suite de la guerre avec la Turquie en 1875-1878 et l'acquisition de plusieurs villes, car le commerce et l'industrie ont été dès lors presque exclusivement aux mains des étrangers, Turcs et Albanais.

En ce qui concerne l'agriculture, le sol, toujours exploité par les procédés les plus primitifs, n'a jamais rendu qu'une faible part de ce qu'il peut produire. Aujourd'hui encore, les Monténégrins ne connaissent d'autre instrument aratoire que la vieille charrue de bois, employée de temps immémorial.

L'élevage n'a pas fait plus de progrès. Les Monténégrins n'ont jamais su, — ou peut-être n'ont jamais

pu — enrichir leur troupeau d'autres races de bestiaux que celles qu'élevaient leurs ancêtres. L'exportation étant nulle, ils n'ont pas cherché à développer l'élevage et à accroître leur cheptel et se sont bornés à faire face à leurs besoins locaux.

Consacrant le printemps et l'été à la culture restreinte du sol qu'ils possèdent, les Monténégrins sont habitués à passer l'hiver, et même la plus grande partie de l'année, dans une inactivité qui ne pouvait manquer de les rendre paresseux. Les familles, les villages ont vécu complètemenf isolés les uns des autres, dirigés par des chefs et sous l'autorité des écclésiastiques, à peu près comme vivent aujourd'hui les tribus albanaises.

Ce n'est qu'à l'approche d'un péril général que toutes les familles et toutes les tribus se réunissaient pour la défense contre l'ennemi commun, le Turc; car l'idée de la lutte solidaire pour la libération de tous les Serbes et pour la renaissance de l'Etat serbe était profondément enracinée chez les Monténégrins. Ils ont combattu sans trêve pour cette idée et pour ce but, encouragés et soutenus dans cette voie par les mœurs, la poésie nationale, les contes et les traditions du pays.

La situation financière

L'organisation de l'Etat à laquelle il fallut procéder après l'avènement de la dynastie, et de l'indépendance, fut très primitive. Elle nécessitait pourtant certaines dépenses ; ainsi fut institué l'impôt, que les Monténégrins n'avaient pas connu jusqu'alors. Il ne frappait que le sol et les produits de l'élevage, de sorte que le fardeau des dépenses pesa exclusivement sur la classe pay-

sanne. Le commerce, qui commençait à se développer depuis l'acquisition de certaines villes, n'était pas imposé, non plus que le capital. Les classes aisées étaient ainsi exemptes de contributions. En outre, l'assiette de l'impôt ne prévoyait qu'un seul et même taux pour toutes les terres, quelles que fussent leurs différences de qualités, ce qui contribuait encore à en rendre le poids plus lourd pour la classe la plus pauvre.

A cause du manque d'argent dans la Caisse de l'Etat, l'impôt était perçu avec la plus grande rigueur, et celui qui ne pouvait l'acquitter voyait saisir et vendre tout ce qu'il possédait, jusqu'à sa dernière tête de bétail et aux objets de première nécessité, sa misérable batterie de cuisine, sa charrue, etc. Pour échapper à ces désastres, le paysan contractait des emprunts à des taux allant jusqu'à 100°/₀ auprès des commerçants, des spéculateurs et même des fonctionnaires, hauts et petits, de Cettigné. Grâce à ce système, le peuple s'enfonçait dans les detttes, s'appauvrissait de jour en jour, marchait à sa ruine. Mais *Cettigné*[1], dont le but unique était de se procurer de l'argent, ne s'en souciait guère. En retour des ressources qu'il tirait du pauvre peuple pressuré, l'Etat ne faisait rien pour lui ; tout le produit de l'impôt était dépensé pour des services improductifs, pour les besoins de la Cour et des différents favoris, et pour le traitement des fonctionnaires.

En conséquence d'un tel état de choses, les *zadrougas* et autres unités qui jouaient un rôle important dans le peuple, commençaient à dépérir par suite du morcellement de la terre et de son exploitation moins inten-

[1] Le nom de *Cettigne*, imprimé en italique, désignera dans cette brochure la Cour et ses fonctionnaires, par opposition au Monténégro et à son peuple.

sive, et l'élevage des bestiaux, qui avait permis jusque-là au paysan de se maintenir sur son sol natal, périclitait de jour en jour.

Un grand nombre de Monténégrins, ayant perdu le peu de terres qu'ils possédaient et se trouvant sans foyer, commencèrent alors à déserter la campagne pour se rendre soit dans les villes, soit à l'étranger, en Autriche, en Grèce, en Turquie et surtout en Amérique. Cette émigration, qui privait le pays des éléments les plus jeunes et les plus robustes de la population, de sa main-d'œuvre, de tout ce qui faisait son espoir, a été désastreuse pour le Monténégro. D'après les plus récentes statistiques, il y a actuellement, en Amérique seulement plus de 15 000 des meilleurs ouvriers monténégrins, soit plus du tiers de l'effectif de son armée.

Cettigné, pour qui le peuple a toujours été un objet de commerce, ne faisait absolument rien pour retenir cette force vive et pour lui trouver du travail dans le pays même : au contraire on encourageait l'émigration, dans laquelle on ne voyait que le moyen le plus sûr de se procurer de l'argent. Les malheureux émigrants, dont un grand nombre sont morts à l'étranger, envoyaient presque tout leur gain à leurs parents restés au pays, et cet argent servait soit au remboursement des dettes contractées envers les spéculateurs, soit aux besoins de la famille ; en un mot, il était entièrement dépensé sans augmenter la production du pays et sans améliorer en rien la pénible situation générale du peuple.

Quant à la situation financière de l'Etat, elle ne s'améliorait pas non plus. Les subsides réguliers de la Russie destinés aux besoins du peuple, les sommes payées annuellement par la Turquie à certaines *nahias*

pour les domaines restés sur territoire turc lors de la délimitation de la frontière après la guerre (Chekoulartzi, Velitchani, Zetchani et autres) étaient presque entièrement consacrés aux besoins de la Cour. Mais cela n'était pas assez pour *Cettigné,* qui se mit à frapper d'un impôt tout ce qui était imposable : le commerce, les communications, l'octroi et l'exportation. Ces recettes mêmes devinrent insuffisantes, les besoins de ia Cour commençant à dépasser toutes les bornes. Pour les satisfaire, on recourut à un nouveau moyen : l'emprunt et l'endettement du pays ; ainsi furent émis divers emprunts, les uns à Vienne, au *Boden-Crédit* et à la *Länder Bank,* de 3000000 de couronnes, un autre à Constantinople de 1 500 000. Les fonds réunis par ce procédé furent dépensés d'une maniere absolument improductive, pour la Cour et les favoris, pour des récompenses, des voyages, pour tout en somme, excepté pour les besoins du pays ; quant au peuple, il ne sentait les conséquences de ces emprunts que par une augmentation de l'impôt, que nécessitait le paiement des intérêts.

Cette façon de gérer le patrimoine national et de dépenser les subsides venus de Russie, l'argent payé par la Turquie et le montant des emprunts, augmentait d'année en année le chiffre du déficit et conduisait à grands pas le pays à la banqueroute.

Cette banqueroute se serait sûrement produite — puisqu'en 1901 déja, l'Etat n'était pas en mesure de payer à l'Autriche les dettes provenant de la Convention internationale des Postes et Télégraphes — si la Russie ne l'avait tiré d'embarras au moyen d'un subside spécial destiné à les acquitter.

L'Instruction publique

L'instruction publique a toujours été très arriérée au Monténégro. Autrefois, les représentants de l'instruction étaient des ecclésiastiques, élevés dans les monastères, mais eux-mêmes ne possédaient qu'une instruction rudimentaire, à peine suffisante pour la pratique du culte religieux.

Malheureusement, depuis que le Monténégro est devenu un Etat indépendant, les gouvernants, c'est-à-dire la Cour, non seulement ne s'étaient pas préoccupés de l'instruction publique, mais s'étaient au contraire efforcés de maintenir les Monténégrins dans l'ignorance pour mieux s'assurer leur docilité.

Certes, dans la seconde moitié du siècle dernier, quelques écoles primaires ont été crééees, mais leur nombre dès lors est resté stationnaire; ces quelques écoles, du reste, ne pouvaient apporter au peuple aucun avantage appréciable, étant trop éloignées pour la plus grande partie de la population. C'est ainsi que pour les Vassoyévitch, la tribu la plus nombreuse, non seulement du Monténégro, mais de tous les pays serbes, une seule école fut créée en 1882 ; c'était le cas également pour les autres tribus, ce qui suffit à expliquer que la grande majorité du peuple soit restée illettrée.

On avait créé en 1869 un séminaire de trois classes, qui fut transformé plus tard en lycée de quatre classes; mais l'un et l'autre furent fermés à maintes reprises. La vraie cause ce ces fréquentes fermetures est que les subsides russes destinés à l'entretien de cette école étaient dépensés pour les besoins de la Cour de Cettigné. En outre, et ceci est capital, un institut de jeunes filles fut

créé (1869) et entretenu à Cettigné par la Russie; c'était un des meilleurs de ce genre dans la Péninsule balkanique, et il rendait de très grands services à toute la nation serbe et yougoslave en général. Un très grand nombre de jeune filles monténégrines, serbes et yougoslaves, de toutes les régions, y recevait une instruction parfaite et une éducation exemplaire. Ce collège exerça une heureuse influence sur les jeunes filles monténégrines, qui n'avaient jusqu'alors aucune instruction, et contribua beaucoup au développement de leurs sentiments de vrai patriotisme et d'amour du pays natal. Il était le centre d'où l'instruction se répandait dans tous les recoins même les plus éloignés du Monténégro et où les idées les plus modernes étaient cultivées. C'est grâce à cette instruction moderne que l'institut devint dangereux pour le régime de *Cettigné,* si bien que finalement il fut fermé en 1913. Ainsi fut éteint le seul flambeau de civilisation qui, pendant près d'un demi-siècle, avait éclairé les âmes et développé les sentiments de la jeune génération féminine et des futures mères serbes du Monténégro; ce qui est pire, c'est que cette fermeture eut lieu au moment précis où les intérêts primordiaux du Monténégro exigeaient l'ouverture de nouvelles institutions de ce genre, puisqu'après la guerre balkanique son territoire et le nombre de ses habitants furent doublés.

En parlant de l'instruction publique au Monténégro dans les temps plus récents, il faut dire encore ceci: bien que le pays se trouvât, comme nous l'avons déjà dit, dans une situation financière très précaire, cette époque aurait pu être l'âge d'or de l'instruction publique, si les gouvernants de *Cettigné* avaient voulu que les Monténégrins fussent instruits.

La plupart des Etats européens, connaissant la situation lamentable du Monténégro, surtout après les quatre ans de guerre contre la Turquie (1875-1878), ouvrirent gratuitement les portes de leurs écoles aux élèves monténégrins. Ainsi la Serbie fraternelle accueillait un nombre illimité d'étudiants du Monténégro, sans faire aucune différence entre eux et ses propres enfants. La plupart des hommes vraiment instruits que le Monténégro possède aujourd'hui ont reçu leur éducation en Serbie. C'est ainsi que quarante-deux membres, y compris le président, sur les soixante-seize du Parlement élu en 1913, et quatre ministres sur les six qui composaient le gouvernement à la même époque, ont fait leurs études en Serbie.

La Russie également, en outre des subsides qu'elle envoyait pour le séminaire et l'Institut, recevait un nombre illimité de Monténégrins dans ses écoles.

En dehors de la Serbie et de la Russie, les autres Etats accordaient eux aussi des bourses aux étudiants monténégrins. Même la Turquie, connue de tout le monde pour la négligence avec laquelle elle instruit ses propres enfants, accordait aux nôtres un nombre assez élevé de ces bourses.

L'Italie, surtout depuis le mariage de son roi avec une princesse monténégrine, et la généreuse France, berceau de la civilisation et des libertés nationales et politiques, accueillirent gratuitement aussi dans leurs écoles bon nombre de nos étudiants.

Mais *Cettigné* n'éprouvait pas le besoin d'instruire ses fils, et avait interdit aux jeunes Monténégrins de quitter le pays sans une aurorisation spéciale, pour aller poursuivre leurs études à l'étranger. Ordre fut donné de ne pas délivrer aux étudiants de passeports

pour la Serbie et la Russie. Seuls les fils des partisans dévoués et fidèles de *Cettigné* étaient autorisés à aller étudier à l'étranger ; quant aux fils du peuple, quels que fussent leur intelligence et leur désir de s'instruire, ils étaient privés de cet avantage. Néanmoins, des centaines d'étudiants monténégrins ont pris quand même, sans passeport, le chemin de la Serbie ou de la Russie, où ils ont achevé leur instruction,

Ce sont ceux-là qui forment cette élite monténégrine, qui combat pour les droits du peuple, pour la réalisation du programme national et pour l'union des Serbes.

Ce que nous avons exposé, on le voit clairement, c'est que *Cettigné* ne se préoccupa jamais de l'éducation de ses sujets, pas plus que des intérêts du pays. Au contraire, dans les hautes sphères, on a considéré l'instruction comme peu désirable, et les Monténégrins instruits comme un danger pour le régime et l'existence du Monténégro.

Cettigné répandait ces idées à travers tout le pays par des agents bien payés, suggèrait au peuple ignorant la méfiance et semait la haine contre les Monténégrins instruits, surtout contre ceux qui avait étudié en Serbie. On faisait tout, en outre, pour empêcher ces derniers, quand on avait pas pu les empêcher de s'instruire, de rentrer dans leur pauvre patrie. Dans cette voie, le succès obtenu fut malheureusement considérable, et un nombre énorme de Monténégrins ne sont pas revenus au pays, mais sont restés en Serbie ou en Russie après y avoir terminé leurs études.

Pour démontrer que le Monténégro pouvait se passer de gens instruits, on a distribué par favoritisme les postes les plus élevés à des illettrés, à des gens sans instruction professionnelle, à d'anciens garçons de bu-

reau de quelque ministère, ou valets de Cour, d'un dévouement éprouvé au service du régime de *Cettigné.* Par contre, on mettait systématiquement de côté les gens instruits qui s'étaient hasardés à rentrer dans leur pays et on leur faisait subir des vexations de toute sorte.

Il va sans dire qu'une telle attitude adoptée par les représentants de l'Etat ne pouvait et ne peut fournir aucune garantie des libertés individuelles des Monténégrins, de la sécurité de leur personne et de leurs biens.

On ne doit donc pas s'étonner du régime de terreur pratiqué au Monténégro.

Il faut noter ici que la plupart des *capetanias* (arrondissements) n'avaient dans ces derniers temps que trois ou même deux écoles primaires, si bien que le Monténégro tout entier en possédait cent quarante-six, avec cent quatre-vingts instituteurs environs. *Cettigné* employa même l'école comme un moyen de propagande. Sur la demande de ses partisans, il transférait les écoles des villes qui lui étaient signalées comme opposées à son régime, dans d'autres villes où il comptait plus de partisans, et là il en créait aussi de nouvelles. Comme ces transferts étaient décidés non pas selon les besoins du peuple, mais uniquement dans le but de satisfaire les partisans de *Cettigné* et de raffermir son régime, on conçoit bien que ces écoles ne pouvaient répondre à leur destination. Elles pouvaient d'autant moins satisfaire les besoins du peuple qu'un très petit nombre d'instituteurs conservaient leurs postes, tandis que les autres étaient mis à la retraite ou révoqués, et remplacés par des gens qui n'étaient instituteurs que de nom. Toujours dans un but de propagande, le gouvernement avait rouvert le Séminaire de Cettigné et transformé le lycée de quatre classes en lycée de huit classes;

deux nouveaux lycées de quatre classes furent ouverts, l'un à Podgoritza et l'aute à Nikchitch.

On commençait en même temps à distribuer des bourses aux étudiants, mais, malheureusement, ces bourses servaient aussi de moyens de propogande du régime et n'étaient accordées qu'aux fils ou parents des partisans dévoués de *Cettigné*. En un mot, dans l'instruction publique comme en toute autre chose, *Cettigné* ne poursuivait que ses fins personnelles sans se soucier nullement des besoins nationaux. L'instruction n'était pas un but, mais un moyen entre les mains du gouvernement; aussi ne pouvait-elle donner aucun résultat satisfaisant.

L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Les réformes

Quand on commença à se rendre compte que le peuple n'était plus en mesure de payer les contributions de l'Etat, on imagina différentes machinations pour le tromper pendant quelque temps au moins.

Ainsi furent promulguées, en 1902, des réformes judiciaires et administratives ; on remplaça les *nahias* par des districts et l'on créa dans ceux-ci des tribunaux de trois juges, séparant de la sorte, en première instance, le pouvoir judiciaire de l'exécutif. Il fut de plus solennellement promis que les juges seraient désormais des professionnels, mais cette promesse ne fut pas tenue et l'administration de la justice resta, à peu de chose près, ce qu'elle était auparavant. Il fut promis ensuite qu'on travaillerait à l'amélioration du bien-être public, et une vérification des dépenses et des recettes publiques fut ordonnée pour la première fois. Elle prouva que les divers favoris de la Cour, si ce n'est la Cour elle-même, avaient volé et gaspillé des centaines de mille francs du patrimoine national, mais personne ne fut révoqué ni même inquiété. Toute l'enquête aboutit à des indemnités versées aux contrôleurs, et le gaspillage continua de plus belle.

L'octroi de la Constitution

Le 6 décembre 1905, un véritable miracle se produisit: le monarque octroya ce jour-là une constitution au Monténégro et appela le peuple à prendre part aux affaires nationales auxquelles, comme nous l'avons déja dit, il était resté totalement étranger jusqu'à ce jour. C'était le point culminant du bluff politique, aussi bien intérieur qu'extérieur, du prince du Monténégro. Si le prince dotait son peuple d'une constitution, ce n'était nullement — on eut vite fait de s'en apercevoir — pour faciliter son développement paisible et normal, mais simplement pour pouvoir, sous le couvert de cette constitution, commettre lui-même des actes plus louches encore et plus arbitraires que par le passé, exactement comme en Turquie où Abdul-Hamid lui aussi donna, en 1908, une constitution. Cette grande réforme était accompagnée de plusieurs autres secondaires, qui n'apportèrent en réalité au peuple que des impôts nouveaux.

Le premier parlement *(Skoupchtina)* monténégrin, élu en 1906, se réunit le 18 octobre de la même année, à Cettigné. Malgré toutes les entraves mises par la police, secrétement ou publiquement, à la liberté du vote en vue de n'amener au Parlement que des personnalités favorables à la Cour et au régime qu'elle protégeait, le peuple avait réussi à montrer sa volonté et à désigner pour le représenter une élite, composée des hommes les plus intelligents et les plus remarquables. Si, à côté d'eux, des personnages douteux furent élus grâce aux intrigues de la police, du moins étaient-ils en minorité.

Mais ce parlement fut dissous dès le mois d'avril 1907,

et de nouvelles élections ne laissèrent entrer à la Skoupchtina qu'un très petit nombre de vrais députés ; le règne des illégalités et des injustices recommençait. Tous les fonctionnaires capables et honnêtes qui osèrent se prononcer contre le régime sinistre instauré dans le pays, furent révoqués ou emprisonnés, sauf quelques-uns qui émigrèrent. Les emplois, aussi bien judiciaires qu'administratifs, furent de nouveau attribués par favoritisme et par népotisme à des gens illettrés et malhonnêtes, d'une moralité suspecte, qui maltraitèrent de la manière la plus brutale les intellectuels et les hommes du peuple ; car le but poursuivi était d'écarter des affaires publiques tous les professionnels en les signalant comme hostiles aux aspirations, aux idéals et aux intérêts de la nation et surtout de la couronne.

Les agents provocateurs de *Cettigné* commencèrent à susciter de nombreuses affaires politiques. Il a été prouvé que le fameux Djordje Nastitch, sujet autrichien, qui prépara celle connue sous le nom « d'affaire des bombes de Cettigné », était un agent stipendié à la fois par Vienne et par *Cettigné*. Après avoir envoyé à Cettigné des bombes pour lesquelles un grand nombre de Monténégrins innocents furent jetés en prison, Djordje Nastitch, le 12 mai 1908, comparut au procès comme témoin. Lui et d'autres espions, sortis des mêmes officines, s'efforcèrent de démontrer au tribunal que les bombes avaient été préparées par la Serbie officielle, et envoyées au Monténégro en vue d'un coup d'Etat. Les relations entre le Monténégro et la Serbie furent rompues, beaucoup de notables furent condamnés et emprisonnés.

La suite de « l'affaire des bombes » fut, en dehors du Monténégro, le fameux procès « de haute trahison »

d'Agram en Croatie, où Djordje Nastitch joua aussi le rôle le plus important, et qui eut comme conséquence l'arrestation, l'incarcération et la condamnation des représentants les plus éminents du peuple serbe en Autriche.

Il est de toute évidence que cette affaire avait été machinée d'une part dans le but de mettre à l'écart les représentants du peuple serbe en Autriche jusqu'à ce que l'annexion de la Bosnie-Herzégovine fût chose faite, d'autre part pour discréter la Serbie aux yeux des personnes mal informées et lui ôter l'auréole du « Piémont serbe », c'est-à-dire du foyer des aspirations et de l'idéal de la nation, enfin pour semer la discorde entre le Monténégro et la Serbie, afin que celle-ci ne pût pas, à un moment donné, se lever pour défendre les aspirations et l'idéal du peuple.

Le 24 septembre de la même année, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine réalisait l'un des buts poursuivis par l'Autriche-Hongrie.

Après « l'affaire des bombes », on prépara dans le pays même une autre affaire dite : « l'affaire de haute trahison de Kolachin-Vassoyévitch » (1909), qui eut une fin beaucoup plus tragique que la première. Elle coûta au peuple monténégrin la vie de quelques-uns de ses meilleurs fils.

Tel était le Monténégro à cette époque de proscription et de terreur. Les lois n'étaient plus observées, il n'y avait plus de tribunaux, ni de justice. Les Monténégrins étaient jetés en prison pour des années sans interrogatoire, sans enquêtes, sans jugement[1]. Leurs

---

[1] Vladimir Tomitch de Drobgnak, licencié en droit de l'Université de Pétrograde et juge, a subi sept ans de réclusion à Podgoritza sans interrogatoire, sans instruction ni jugement.

maisons étaient dévastées et leurs patrimoines anéantis[1].

On ne respectait pas les choses les plus sacrées de la famille, envers lesquelles les Turcs eux-mêmes avaient montré des égards[2].

On promulguait des lois et l'on instituait des tribunaux pour punir des délits commis avant que ces lois et ces tribunaux eussent existé[3].

Les Monténégrins étaient jugés par les tribunaux militaires, même en temps de paix[4].

Les agents de Cettigné assassinaient des émigrés politiques monténégrins à l'étranger[5].

Tous ces crimes étaient commis ouvertement, sous l'égide de la police et des agents de *Cettigné*, sans que jamais leurs auteurs fussent mis en accusation.

Les Monténégrins ne jouissaient alors dans leur propre pays, pour lequel ils avaient lutté pendant des siècles. d'aucune des libertés individuelles fondamentales, d'aucune sécurité touchant leurs biens. Quiconque refusait de se soumettre à *Cettigné* et de prendre

---

[1] On a démoli complètement la maison du député Dr. Milovan Marouchitch à Danilov Grad.

[2] On a violé le domicile de Mihail Yovanovitch, négociant à Cettigné, alors qu'il était au lit, malade, et que le cercueil de son fils, qui venait de mourir, était encore dans la maison.

[3] Les bombes de Cettigné ont été découvertes le 22 septembre 1907 et les arrestations furent immédiatement opérées. On fit en 1908 une loi *ad hoc* d'après laquelle un tribunal fut formé, qui condamna à mort la plupart des accusés.

[4] En 1909 commença l'affaire « Kolachin-Vassoyévitch ». Les accusés furent jugés par un tribunal militaire composé *ad litem*, qui condamna à mort : Petar Djinovitch, Radissav Ratchitch, Mihail Yoyitch. tous de Vassoyévitch ; Iliya Pétrovitch, de Koutchi, et Pétar Mitrovitch, de Bratonogitchi. Ils furent exécutés le 16 novembre 1909.

[5] Dans l'affaire « Kolachin-Vossayévitch » le capitaine Nicolas Mitrovitch fut condamné à mort. Il réussit à passer en Turquie et à se réfugier à Uskub, où il fut assassiné en 1910 par des agents spécialement envoyés de Cettigné.

part aux crimes de ses agents devait renoncer à toute protection. Il lui restait à se taire ou à émigrer ; mais, comme nous l'avons vu, l'exil volontaire ne suffisait pas toujours à le mettre à l'abri du régime.

Le Monténégro érigé en Royaume

L'histoire de bien des monarques n'est, à tout prendre, qu'un jeu qui se passe derrière des coulisses ; telle est bien celle du roi monténégrin. Le sort l'a comblé en 1860 en faisant du jeune paysan qu'il était, âgé de dix-huit ans, incomplètement instruit, insuffisamment éduqué même et n'ayant guère que de mauvaises habitudes, un prince du Monténégro, et cela de la façon la plus inattendue ; il reçut alors le titre de *Svetlost* (Excellence) et il commença d'emblée le jeu politique qui devait mener le Monténégro à sa ruine et ne favoriser que les ambitions de son souverain. Après la guerre serbo-turque de 1875-1878, il devient *Altesse*. En 1900, alors que le Monténégro se trouve sur le seuil de la banqueroute, il fêta le quarantième anniversaire de son règne en se décernant le titre d'« Altesse royale ». Dix ans plus tard, en 1910, quand cinquante années sont révolues depuis son avènement au trône, il érigea la principauté du Monténégro en royaume et sa propre personne en « Majesté ».

Quelle ironie ! Ruiné économiquement, le Monténégro devient un royaume ! Est-il nécessaire de dire qu'il ne demandait pas un roi, mais du pain, rien que du pain. Alors qu'il fallait le sauver du danger de l'émigration — ce à quoi personne ne songeait — son maître se décernait les titres d'excellence, de prince, de roi...

pourquoi pas d'empereur ? il est vrai qu'à tout cela les Monténégrins ne gagnaient que de nouveaux impôts. Sa proclamation de la royauté servait exclusivement les dessins personnels du souverain, ses intérêts, ses ambitions, et n'avait rien à voir avec le bonheur du peuple Monténégrin.

Les préparatifs pour la célébration du cinquantième anniversaire de son règne commencèrent longtemps avant la fête; mais ce qu'il fallait à tout prix, c'était de l'argent. Etouffé sous le poids des impôts, le peuple ne pouvait évidemment plus suffire. On eut recours au procédé le plus facile, l'emprunt.

Cettigné possédait alors un grand financier étranger qui négocia à Londres, pour le compte du Monténégro, un grand emprunt de 6 millions de francs. Il est supperflu d'indiquer que ce financier fut convenablement récompensé du service rendu.

On promit au peuple que le montant de l'emprunt serait dépensé pour ses besoins, c'est-à-dire pour l'amélioration de l'agriculture et du cheptel, unique source de la prospérité nationale, pour la création d'une banque hypothécaire, pour la construction d'hôpitaux et d'autres établissements économiques, scientifiques et d'assistance, pour l'amélioration des voies de communication. Rien ne fut exécuté.

Mais par contre on fêta solennellement le cinquantième anniversaire du règne, et les cérémonies engouffrèrent la plus grande partie de l'emprunt. Le reste servit à d'autres besoins louches de *Cettigné* et à deux nouvelles affaires scandaleuses (Dr Dimbovitch et Kolachin-Vassoyévitch). Après quoi il ne resta plus rien des fonds de l'emprunt.

Après la fête et après le gaspillage, *Cettigné* frappa

le peuple de nouveaux impôts, que nécessitaient le payement des intérêts de l'amortissement de l'emprunt. Nombreux furent ceux qui allèrent travailler aux mines d'Amérique pour que leur gain permît à leurs familles de répondre aux exigences du service de ces dettes.

La caisse était toujours vide et *Cettigné* dut bientôt contracter à Vienne un nouvel emprunt de 3 millions de couronnes, qui eut le même sort que les précédents.

Avec une telle façon d'administrer les deniers publics, le sort final des finances du Monténégro était facile à prévoir.

Le Budget

Les recettes de l'Etat, après la guerre serbo-turque de 1878, se montait environ à 900,000 couronnnes. En 1903, quand un peu d'ordre fut introduit dans les finances, ce chiffre s'éleva à 1,750,000 couronnes annuellement. A vrai dire aucun budget de recettes ni de dépenses n'était jamais élaboré ; on dépensait tout ce qu'on possédait sans évaluation préalable. Comme conséquences, les fonctionnaires attendaient une année entière et plus, sauf quelques favoris, pour toucher leur traitement, et les deniers publics étaient l'objet des malversions les plus éhontées. Toutes les recettes étaient absorbées par des réformes fictives, par la police toute-puissante, par les agents provocateurs et par une multitude d'espions, à l'intérieur comme en dehors du pays ; les dépenses doublaient, mais les recettes restaient stationnaires.

En 1912, le parlement vota un budget où les recettes et les dépenses se balançaient par 4,023,000 couronnes ; en réalité ce budget était fictif au débit comme au cré-

dit, ainsi que le démontrèrent les discussions au Parlement, car les recettes ne pouvaient en aucun cas atteindre un pareil chiffre, tandis que les dépenses devaient forcément dépasser et creuser un déficit d'un million de couronnes au moins. La guerre balkanique vint à propos pour sauver la situation et éviter qu'on eût recours à de nouvelles « affaires » ou à de nouveaux emprunts.

Le budget voté par le parlement en 1914, après cette guerre, offre un tableau encore plus alarmant. Il évaluait les recettes à 8,900,114 couronnes et les dépenses à 12,059,822.06 ; le déficit prévu était de 3,159,708.06 couronnes. Mais cette évaluation était inexacte, comme le prouva de nouveau, et par d'excellents arguments, la discussion du budget au Parlement ; les recettes étaient majorées, alors que les dépenses devaient être beaucoup plus considérables, surtout pour les territoires acquis nouvellement, et l'on devait s'attendre à un déficit d'au moins 5 à 6 millions de couronnes.

En outre, la dette consolidée du Monténégro était alors de plus de 10 millions de couronnes ; celles de la « Société italienne pour l'exploitation du monopole monténégrin du tabac » et de la « Société italienne du chemin de fer de Bar » atteignaient un montant encore plus élevé ; il faut ajouter à ces chiffres les emprunts de guerre et d'autres dettes occasionnées par la guerre balkanique. Les chiffres parlent d'eux-mêmes ; ils démontrent péremptoirement que le Monténégro ne pouvaient plus exister économiquement et qu'il était à la veille de sa fin. La guerre européenne le sauva une fois encore de la banqueroute financière, mais ne put épargner à sa Cour la banqueroute morale et politique.

LA POLITIQUE A DOUBLE FACE DU MONARQUE MONTÉNÉGRIN

Le monarque monténégrin a entrepris sa politique à double face dès son avènement au trône. Né en Orient, il fit toujours une politique purement orientale. Il flirtait sans cesse, tantôt avec l'un, tantôt avec l'autre et même avec tout le monde à la fois, et il réussissait. Mais, à s'asseoir entre deux chaises, on risque de tomber, et la chute de celui-ci fut telle qu'il semble bien difficile qu'il s'en relève jamais.

Si sa politique à double face lui conquérait aisément les bonnes grâces de tout le monde, tout le monde aussi, après avoir eu le temps de le connaître, se détournait de lui ; témoin son aventure avec le tzar Alexandre III. Lors d'une visite au tzar, celui-ci l'avait appelé son « unique ami » ; mais l'ayant démasqué tôt après et ayant appris comment il flirtait à gauche et à droite — notamment avec l'Autriche — il lui retira son amitié, si bien que l'« unique ami » n'osa plus, aussi longtemps que vécut Alexandre III, remettre le pied à Pétrograd.

Mais c'est dans ses relations avec la Serbie et les Serbes que cette politique hypocrite du roi Nicolas a trouvé son expression la plus complète. Elle a été antipatriotique et antiserbe.

Dès le début de son règne, lors de la révolution de l'Hérzégovine contre les Turcs en 1861, il a voulu profiter de la situation sans la Serbie — et sans se préoccuper d'elle ni des intérêts serbes — et prendre en mains la direction de cette révolution. Dans ce but, et ne s'accordant pas avec la Serbie, il déclara à la Turquie une guerre qu'il mena avec peu de bonheur. Le commandant en chef turc, Omer pacha, parvint tout près de Cettigné, et l'aurait même occupé si les puissances amies du Monténégro n'étaient intervenues.

A vrai dire, dans sa jeunesse, peut-être dans les henres d'oubli et d'enthousiasme poétique, il faisait des vers, et même des vers patriotiques. Son poème « Là-bas, là-bas » *(Onamo, Onamo)* est devenu l'hymne monténégrin.

Le 23 septembre 1866 il concluait, avec le prince serbe Michel, un traité en vue de travailler en commun à la libération et à l'union du peuple serbe; malheureusement ses sentiments patriotiques — à supposer qu'il en ait jamais eu — s'évanouirent bien vite. Il modifia les opinions de sa jeunesse et les renia, comme il renia le traité dont nous venons de parler; et il rompit toutes relations avec la Serbie. [1]

Dès lors il a travaillé en cachette avec les ennemis mortels des Serbes, exclusivement pour ses propres intérêts et aux dépens de ceux du peuple serbe et de ses devoirs nationaux. Il était devenu l'homme lige de l'Au-

[1] Yovan Ristitch, Histoire diplomatique de la Serbie. Belgrade, 1901, t. III. Lettre du Prince Nicolas du 31 mai 1871. Dans cette lettre, le prince Nicolas déclarait ne plus reconnaître le traité conclu avec le prince Michel de Serbie, le 26 septembre 1866, conconcernant l'action comme en vue de la libération et de l'union du peuple serbe, et qu'il ne jugeait plus nécessaire de conclure aucune convention miliiaire à ce snjet avec le gouvernement serbe.

triche et de son agent. Depuis ce moment jusqu'à celui où il livra le Lovtchen à l'Autriche, il en recevait régulièrement des subsides en récompense de sa fidèle amitié.

L'écrivain allemand *Otto Mayer,* traitant de l'histoire du Monténégro dans son livre *Vaterländische Abende,* paru à Berlin en 1916, dit du roi Nicolas : « Il s'est efforcé, surtout dans les premières années de son règne de maintenir de bonnes relations avec l'Autriche. Il a refusé en 1866, l'offre de l'Italie d'occuper en commun les bouches de Cattaro. Sa neutralité lui valut, entre autres avantages, de la part du gouvernement autrichien, une somme annuelle qu'il a reçue régulièrement jusqu'au commencement de cette guerre mondiale. »

Plutôt que de profiter de la situation favorable pour demander la restitution des bouches de Cattaro, arrachées au Monténégro et octroyées à l'Autriche en 1814, le monarque monténégrin préféra se contenter d'une « somme annuelle » assez enviable versée par le gouvernement autrichien !

En 1875, quand éclata la seconde révolution de l'Herzégovine et que l'on vit que la Serbie pourrait être entraînée dans la guerre contre les Turcs, le prince serbe Milan envoya à Cettigné un émissaire spécial en vue de la reprise des relations avec le Monténégro et de la conclusion d'un traité d'action commune en cas de guerre. Le prince du Monténégro consentit à faire des promesses, mais rien de plus. Il demanda ouvertement qu'on lui laissât sa liberté d'action dans le cas de la conclusion d'un traité et d'une déclaration de guerre ; il insista à cette occasion sur les bénéfices qu'il aurait obtenus en traitant avec l'Autriche et avec la Turquie et sans la Serbie, etc... L'envoyé serbe resta assez longtemps

à Cettigné et revint à Belgrade sans avoir rien obtenu.

Avant la guerre de 1876, avec la Turquie, la Serbie envoya dans le même but un nouvel émissaire à Cettigné.

« Durant un mois entier, écrivait un homme d'Etat serbe, le prince Nicolas s'est moqué sans scrupules de l'émissaire serbe, en essayant pendant ce temps de tirer profit de notre mission dans ses pourparlers avec la Turquie et l'Autriche ; finalement il renvoya l'émissaire sans que rien eût été conclu.»[1]

Comme la Serbie mit plus tard à la disposition du monarque monténégrin une somme de 40,000 ducats (480,000 francs), on parvint à conclure une convention militaire, dont les conditions avaient été stipulées par Nicolas ; elle fut signée le 4 juin 1876[2].

Le 18 juin de la même année, le Monténégro déclara la guerre à la Turquie, deux jours après la Serbie. Comme nous le savons déjà, cette guerre de libération eut une fin malheureuse et n'apporta au peuple serbe, au lieu de l'indépendance rêvée, que des déceptions.

Le prince Nicolas opérait séparément, ce qui influa sur la terminaison malheureuse de cette guerre ; il n'avait devant les yeux que ses intérêts personnels d'après lesquels il règlait toutes ses attitudes et dirigeait ses opérations militaires. Les intérêts serbes les plus sacrés étaient pour lui secondaires, et à toutes occasions il les sacrifiait aux siens, mêmes les plus minimes. C'est spécialement pour son avantage qu'il ne voulait d'une frontière commune entre les deux Etats, ni de

---

[1] M. S. Pirotchanatz : A propos de l'Histoire diplomatique. Belgrade 1896, p. 32.

[2] Yovan Ristitch : Histoire diplomatique de la Serbie, Belgrade, t. I, p. 89. M. S. Pirotchanatz, p. 55.

l'union des Serbes. Pour cette raison elle ne voulut pas marcher, avec les Monténégrins, vers le Sandjak de Novi-Bazar pour y opérer sa jonction avec l'armée serbe, mais il prit une autre direction qui l'éloignait d'elle et la laissait seule devant les forces supérieures des Turcs.

« Avant le Congrès de Berlin (1878), écrit un publiciste monténégrin bien connu, Marko Tzémovitch, le prince Nicolas envoya à Petrograd une délégation diplomatique extraordinaire qui avait pour mission de s'opposer à la délivrance de la partie de la Vieille Serbie qui se trouvait entre les deux Etats libres serbes, afin que les frontières n'arrivent pas à se toucher et ne mettent pas ainsi « sa couronne » en question [1]. »

Il ne marcha pas non plus sur Scutari, qui était sans défense et dont la facile occupation était d'un intérêt primordial pour le Monténégro. Ses intérêts personnels exigeaient alors le maintien de sa force armée dans l'Herzégovine — qui, d'après le traité de Reichstadt, devait appartenir à l'Autriche — et sa présence sur ces lieux comme agent de l'Autriche, au cas d'une insurrection des habitants, insurrection fort probable au moment de l'occupation.

Et c'est ce qui arriva. Au moment où l'armée autrichienne, après le Congrès de Berlin, s'en fut occuper l'Herzégovine, le souverain monténégrin lui rendit un beau service : il tranquilisa les braves bataillons herzégoviens et leurs voïvodes en révolte, et les livra à l'Autriche sur le champ de Goritza, près Trébigné. Il appartient à un nouveau Mayer de nous dire si les Autrichiens en récompensèrent le prince Nicolas par un

[1] « Slovenski Youg », 18 juin 1917, Odessa.

cadeau extraordinaire ou si le subside qu'ils lui servaient déjà fut augmenté.

Depuis cette époque, le roi de Monténégro ne travaille et ne mêne sa politique que pour l'Autriche. Celle-ci à trouvé en lui un fidèle exécuteur de ses désirs et de ses plans, toujours disposé à les accomplir consciencieusement parce qu'il voyait la réalisation de ses buts et de ses ambitions propres.

En outre le roi du Monténégro ne se gênait pas de faire les choses les plus épouvantables; il disposait lui-même comme il voulait du territoire du Monténégro et il le vendit aux Turcs et aux Autriciens.

Au commencement de 1909, le roi du Monténégro vendit à l'Autriche-Hongrie le mont « Dvrsnik », qui constituait une des plus solides forteresses naturelles du Monténégro après le mont Lovtchen, sur lequel les Autrichiens installèrent immédiatement une des plus inébranlable forteresse.

Dvrsnik, domine la ville de Grahovo et toute la partie nord-ouest du Monténégro; c'est une porte pour entrer au centre du Monténégro, Nikchitch, et le chemin le plus direct pour arriver à Novopazarski Sandjak, Mitrovitz et Salonique.

Suivant l'*Idea Nazionale* (20 janvier 1916) un envoyé spécial de Cettigné reçut de l'argent à Vienne pour la vente de Dvrsnik, en vertu du traité, qui existait, déjà avant cet acte, entre l'Autriche et le roi du Monténégro.

Quand cette question s'agita au parlement, le gouvernement royal répondit qu'il avait déja pris les mesures pour que l'Autriche quitte Dvrsnik.

La question resta sur ce point et Dvrsnik fut depuis lors aux mains des Autrichiens. En même temps le roi du Monténégro permit à l'Autriche de tracer une route

stratégique des Bouches du Cattaro, Grahovo à Nikchitch.

Pour cettte spéculation, l'Autriche paya au roi du Monténégro 500,000 couronnes.

Mais ce n'est pas la première vente de la dynastie monténégrine du territoire du Monténégro.

L'oncle du roi du Monténégro avait aussi vendu à l'Autriche la partie ouest de Lovtchen, pentes du Cattaro (Kotorské Strané) sur laquelle elle a construit les forteresses pour défendre le golfe de Cattaro, où elle a sa très forte base marine.

Une partie de la somme de cette vente avait été déposée à la Banque Commerciale de Petrograd, et elle était considérée comme propriété monténégrine.

Avant la guerre balkanique (1912) le roi du Monténégro reprit cette somme de la Banque de Petrograd pour ses propres besoins.

Le souverain monténégrin fit la même vente à la Turquie. Il lui vendit la ville de « Jabliak », première capile d'Ivan Tzrnoyevitch, comme « Veliko Brdo » (grande colline) qui domine Podgoritza.

Ces deux places furent reprises par les Monténégrins après leur guerre héroïque avec la Turquie (1875-1879).

En septembre 1908, lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, l'Autriche renonça à Sandjak de Novi-Bazar, qui séparait la Serbie du Monténégro et en retira son armée d'occupation ; mais plus tard, elle désira le réoccuper. Pour l'accomplissement de ses plans, elle se servit une fois de plus de son vieil ami le roi monténégrin qui, pour le compte de sa voisine, commença en 1911 de fomenter la révolte parmi les tribus albanaises du nord, les Miridites, les Chalia, les Gachi, les

Grouda, les Hoti, les Seltza, les Vouklé, les Niktché, les Kastrati et d'autres.

Les insurgés étaient conduits par des officiers autrichiens déguisés en Albanais, et dont le chef était Hubka, attaché militaire austro-hongrois à Cettigné. Le roi Nicolas avait mis à leur disposition tous ses magasins militaires ainsi que plusieurs bataillons de son armée, déguisés eux aussi en Albanais pour combattre Tourgout-pacha, venu pour les apaiser.

La guerre balkanique de 1912, dérangea ce plan de l'Autriche et du roi Nicolas, de sorte que la première ne put réoccuper le Sandjak ni les autres parties de la Vielle Serbie qui lui étaient nécessaires pour sa route vers Salonique et vers l'Orient. Cette politique personnelle, faite au détriment des Monténégrins, des Serbes en général, et même de tous les Slaves, fut menée par le souverain monténégrin avec une grande habileté et une sournoise dissimulation de tous ses plans. Néanmoins, dans les dernières années de son règne et notamment au cours des guerres balkaniques et de cette guerre mondiale, il a été obligé de démasquer sa politique personnelle et ses machinations diaboliques, car il ne pouvait pas éternellement tromper tout le monde à la fois.

LES RÉCENTES GUERRES

La guerre balkanique

La guerre balkanique de 1912 a surpris le Monténégro absolument sans préparation. Le roi et son gouvernement n'était pas même prêts le premier jour de la guerre, et n'ont pu assurer à l'armée ni la nourriture ni l'équipement. Chaque soldat dut se les procurer personnellement et faire la guerre à ses frais, comme au moyen âge.

Les subsides de la Russie, destinés exclusivement à l'armée, étaient dépensés sans contrôle de sorte que, la guerre venue, les magasins se trouvaient vides. Si la Russie n'avait pas, déjà auparavant, ajouté à ces subsides une quantité d'armes et de munitions, la guerre aurait trouvé les Monténégrins complètement dépourvus à cet égard comme à tous les autres.

Quoique si mal préparés pour cette guerre, les Monténégrins s'élancèrent avec le plus grand enthousiasme aux côtés de leurs frères de la Serbie, pour venger Kossovo et mourir pour la liberté ; ils s'acquittèrent avec conscience et héroïsme de leur devoir serbe et patriotique. Mais il n'en fut pas de même de la Cour, qui commença, ou plutôt qui continua sa politique hypocrite, laquelle fut fatale au Monténégro autant qu'à tous les Serbes.

Ainsi, grâce non seulement à cette politique de dissimulation et d'intrigues, mais aussi à l'incapacité du haut commandement et des principaux chefs, l'héroïque armée monténégrine n'occupa pas tout de suite Scutari; c'est cette circonstance qui permit aux Turcs de fortifier la ville avec le concours d'ingénieurs et d'officiers autrichiens, de sorte que 10,000 des meilleurs soldats de l'armée monténégrine furent sacrifiés sous les remparts même qu'avait construits autrefois le tzar Douchan.

Quand il fut patent que les Monténégrins ne pouvaient pas, sans armes appropriées, détruire les fortifications et occuper Scutari, le roi de Monténégro refusa l'offre écrite de la Serbie de s'emparer de la ville et de la remettre aux Monténégrins, ajoutant que l'aide de la Serbie ne lui était pas nécessaire et qu'il était capable de l'occuper par ses propres moyens. Au lieu d'accepter avec empressement et gratitude cette offre fraternelle qui lui permettait d'occuper immédiatement Scutari, il envoya comme délégué au commandant militaire de cette ville le colonel d'Etat-major Hubka, attaché militaire d'Autriche-Hongrie à Cettigné, chargé d'entamer les soi-disant pourparlers de la capitulation de Scutari.

Le résultat de ces pourparlers de Hubka avec le commandant turc fut que Scutari resta aux mains des Turcs jusqu'à la conférence de Londres; malgré que 10,000 Monténégrins y aient péri et sur la demande formelle de l'Autriche et de l'Allemagne, Scutari fut enlevé au Monténégro et donné à l'Albanie.

La perte de Scutari, due exclusivement au roi, était un coup terrible pour le Monténégro, car Scutari est le diamant le plus pur de la couronne serbe. Si Scutari

avait été entre les mains serbes au commencement de cette terrible guerre, il aurait joué un grand rôle pour la Serbie et nos alliés, des sacrifices énormes auraient été épargnés et bien des victimes sauvées au moment de la catastrophe de la Serbie et du Monténégro.

Sans conteste, le roi du Monténégro portera devant l'histoire la responsabilité de cette question de Scutari, des sacrifices et des victimes inutiles, surtout si l'on relie ces faits avec le rôle qu'il a joué en général dans la guerre balkanique.

La guerre européenne

L'attaque de la Serbie par l'Autriche fit éclater en juillet 1914 l'effroyable guerre européenne. Allié à la Serbie, le Monténégro y prit part dès le début, ses soldats y apportèrent tout l'enthousiasme et l'héroïsme dont ils avaient fait preuve en 1912 contre les Turcs.

Quant à la Cour de Cettigné, elle continua la politique antipatriotique, antiserbe, suivie pendant les guerres balkaniques : officiellement, on était en guerre avec l'Autriche, mais on entretenait sans cesse avec elle, comme nous le verrons plus tard, des pourparlers secrets.

Sitôt après la déclaration de guerre, le prince Pierre, fils du roi, fut nommé commandant de l'armée du Lovtchen. Les Autrichiens s'empressèrent d'abandonner sans combat Boudva, Spitch et le littoral jusqu'aux forts de Cattaro... Le commandant de l'armée du Lovtchen s'installa alors à Boudva sous les obus autrichiens, surtout ceux de la flotte ; mais cette situation n'inquiétait guère le prince, car elle faisait partie d'un plan con-

certé d'avance. Le commandant de l'armée du Lovtchen était en contact permanent avec l'Etat-Major autrichien établi à Cattaro ; ils avaient même entre eux une ligne téléphonique. Le haut commandement monténégrin, averti de ces communications, envoya sur les lieux, d'accord avec le ministre de l'Intérieur, le secrétaire de ce ministère pour procéder à une enquête ; l'existence de la ligne téléphonique fut dûment constatée, mais pour ne pas compromettre le commandant de l'armée du Lovtchen, l'enquête fut suspendue.

Pendant ce temps, un des forts de Cattaro était commandé par un officier autrichien, gendre du fameux journaliste italien, Baldacci [1] ; ce dernier avait reçu carte blanche du commandant de l'armée du Lovtchen, voyait librement son gendre le commandant autrichien, recevait les nouvelles et les journaux qu'il transmettait au prince Pierre ; celui-ci les répandait ensuite dans l'armée. Cela se pratiquait surtout depuis le début de l'offensive austro-allemande de 1915 contre la Russie, et généralement lors de chaque échec des alliés.

Selon le témoignage du serbe Stevan Mihiel de Grbalj (Bouches de Cattaro), le prince Pierre donna l'ordre, quand Varsovie fut occupé, de pavoiser Boudva en alléguant que les Russes avaient remporté une grande victoire. Un peu plus tard, quand les Austro-Allemands et les Bulgares attaquèrent la Serbie et que ces derniers entrèrent à Skoplié (Uskub), le commandant fit jouer l'hymne bulgare. Sur ce point les témoignages des soldats monténégrins, des volontaires de la Boka alors cantonnés à Boudva et de toute la population de cette ville, sont irréfutables.

[1] Ce journaliste défend actuellement le roi Nicolas dans les journaux italiens.

Un Monténégrin, le publiciste et professeur Michel Vouktchevitch, actuellement en France, assure que le le prince Pierre, le plus jeune fils du roi Nicolas, a fait jouer lors de l'entrée des Autrichiens à Kragouyévatz en 1915, non seulement l'hymne bulgare, mais aussi l'hymne autrichien. « Du reste, ajoute M. Vouktchevitch, le prince Pierre a continué de jouer et de chanter l'hymne autrichien même étant à Paris, au moment de la chute de Constanza et de Bucarest en 1916. Pendant son séjour à Nice, il ne s'est pas gêné de manifester ses sympathies pour l'Autriche ; plus d'une fois on l'a entendu s'écrier : « Vive la maison des Habsbourg ! »

Dans l'été de la même année, le commandant de l'armée du Lovtchen se rencontra entre Boudva et Cattaro avec le colonel Hubka, ancien attaché militaire à Cettigné, qui joua dans la question de Scutari le rôle important que nous avons indiqué. Hubka se trouvait en ce moment sur le front italien, d'où il fut mandé spécialement pour ces pourparlers. [1]

Le ministre des Affaires Etrangères monténégrin d'alors, Petar Plaménatz, a affirmé sur sa parole d'honneur (sic) qu'il n'eut connaissance de ces entretiens que beaucoup plus tard ; mais cela ne l'empêcha pas de rester ministre, comme ses collègues, après que l'affaire fut ébruitée.

En juin 1915, l'héritier du trône monténégrin, le prince Danilo, quitta Cettigné sous prétexte de maladie et se rendit à Skoplié (Uskub), à Salonique et même à Athènes, où il fut cordialement accueilli par le roi Constantin. Cette visite n'était pas fortuite. Au moment même où la catastrophe serbe — et forcément monténégrine

---

[1] *L'Idea Nazionale*, 19 Janvier 1916.

— était proche, le prince Danilo conversait avec le souverain grec, dont on connaît la conduite déloyale envers la Serbie. M. Pétar Plaménatz, alors ministre des Affaires Etrangères du Monténégro, certifie que la veille même de l'occupation du Monténégro, le chargé d'affaires grec lui avait dit : « Le prince Danilo m'a personnellement affirmé l'existence d'un traité entre le Monténégro et l'Autriche. »

Venu en Italie, le prince Danilo continua ses conversations avec l'Allemagne et l'Autriche par le canal de son confident, un consul honoraire monténégrin d'origine italienne. L'Allemagne désigna pour sa part, le baron Bernstorff, directeur d'une banque allemande ; le prince de Bülow, ancien ambassadeur d'Allemagne en Italie, prit part à ces pourparlers.

On tomba d'accord. La preuve en est dans les évènements ultérieurs.

Les pourparlers terminés, l'héritier du trône fit porter à son père à Cettigné, par son émissaire spécial Alexandre Martinovitch, consul monténégrin à Scutari, une lettre dans laquelle il en exposait les résultats. Ces résultats satisfaisants donnent l'explication des paroles rapportées par un homme d'Etat qui demandait au roi s'il fallait se préparer à l'évacuation générale. Le roi répondit : « La Serbie est perdue, c'est vrai, mais nous ne sommes pas la Serbie. Ne t'inquiète pas, tout ira bien. Restons ici et ne nous dérangeons pas. »

Un ancien ministre monténégrin, qui eut la chance d'échapper à l'esclavage autrichien, raconte : « En novembre 1915, le prince Danilo me certifiait que les Autrichiens n'occuperaient pas le Monténégro et ne viendraient même pas à Cettigné. Il me proposa alors d'aller là-bas avec une mission spéciale, offre que j'ai déclinée. »

On sait maintenant d'une façon certaine qu'immédiatement après, le prince Danilo a envoyé, par Alexandre Martinovitch, une lettre à son père, l'informant des résultats de ses pourparlers avec l'Allemagne, aux termes desquels l'Autriche devait occuper seulement le Lovtchen et rien de plus. Le roi Nicolas restait donc tout à fait tranquille ; il n'aperçut le désastre que quand il fut à Scutari et il s'écria alors : « Les Autrichiens m'ont trompé ! »

Les Austro-Allemands et les Bulgares ont attaqué la Serbie et l'ont conquise. Une grande joie, soigneusement dissimulée, règna alors à Cettigné. Cependant les Monténégrins et surtout les bataillons placés à l'est, au nord et au nord-ouest du Monténégro, luttaient héroïquement et repoussaient avec succès l'ennemi.

Le 29 décembre 1915, avant que l'ennemi eût franchi les frontières monténégrines, un concert fut organisé à Monte-Carlo au bénéfice des blessés monténégrins et des réfugiés de Bosnie-Herzégovine, sous le patronage de l'héritier du trône monténégrin. A cette occasion on demanda au prince héritier, Danilo :

— Quel sera le sort du Monténégro, tandis que la Serbie tout entière est déjà occupée par les ennemis ?

Il répondit :

— L'empereur allemand a dit au prince de Mecklembourg-Strelitz que le Monténégro serait épargné, et ce que dit l'empereur allemand fait loi en Autriche. En février (1916), ajouta l'héritier, je retournerai à Cettigné.

L'héritier monténégrin se croyait certain que le Monténégro ne serait pas occupé, et la cour de Cettigné partageait cette opinion. Le gouvernement monténégrin ordonna même en novembre à ses délégués au ravitaillement, qui se trouvaient en Italie et en France, de ren-

trer au Monténégro, car il estimait nécessaire qu'ils fussent à leurs postes.

Ainsi tout, absolument tout, était préparé pour la catastrophe monténégrine et pour la honteuse capitulation.

Peu avant ces événements, en mai 1915, un diplomate bien connu et qui entretenait des relations très étroites avec les milieux diplomatiques de Vienne et de Cettigné, se trouvait en Suisse ; au cours d'une conversation où il était question de la débâcle subie par l'armée autrichienne en Serbie en novembre 1914, il demanda :

— Savez-vous qui aurait été le plus content si la catastrophe s'était abattue sur la Serbie ?

— Sans doute Francois-Joseph, l'empereur autrichien, qui déclara la guerre, lui fut-il répondu.

— Non, répliqua le diplomate : c'est le roi du Monténégro qui se serait le plus réjoui de l'anéantissement de la Serbie.

Ces propos nous en rappellent un autre d'un homme d'Etat éminent du Monténégro, qui entretenait avec la Cour les relations les plus étroites.

« Un jour, pendant la première guerre balkanique, je me trouvais chez le roi à Riéka-Tsrnoyévitch. Toute la famille royale était là et nous causions. A un moment donné le roi reçut un télégramme du commandant de Novi-Bazar, qui lui annonçait que les deux armées sœurs s'étaient jointes et que l'enthousiasme était immense. Après la lecture du télégramme, un des membres de la famille s'écria : « Nous sommes perdus ». Le roi ne répondit rien, car il sait cacher ses sentiments. »

Quand les Bulgares, vers la fin de l'année 1915, entrèrent à Nich, et que le gouvernement serbe fut trans-

féré à Kraliévo, le roi du Monténégro envoya à l'un de ses ministres un télégramme plein d'ironie sur le compte de la Serbie martyre, et montrant la joie qu'il éprouvait de cette catastrophe.

De même, au moment où l'armée serbe en retraite était à Prizren avec le roi et le gouvernement, il envoya un autre télégramme au même ministre, dans le même sens. Ces arguments nous reportent au temps de la deuxième guerre balkanique. Alors que la Bulgarie avait traîtreusement attaqué la Serbie et l'avait disloquée, une joie intense et secrète régnait à Cettigné, malgré que le roi eût promis le même jour d'envoyer ses troupes contre les Bulgares. Le prince Mirko, fils du roi, ne dissimulait pas la satisfaction que lui causaient les succès bulgares ; tous les habitants de Cettigné sont témoins de ces faits.

Tout cela semble incroyable, mais ce sont malheureusement faits authentiques et qu'il faut aujourd'hui divulguer ; nos intérêts nationaux et la simple justice, non seulement nous en donnent le droit, mais nous èn imposent le devoir. C'est ainsi seulement que nous nous acquitteront envers nos ancêtres qui ont donné leur vie pour le pays, envers nos martyrs traîtreusement livrés à l'ennemi, et que nous laverons de la honte les armes si fières des Monténégrins.

La catastrophe

Le roi et ses trois fils préparaient la catastrophe du Monténégro. Escomptant la victoire de nos ennemis, espérant avec leur aide réaliser leurs buts égoïstes aux dépens de la Serbie, ils conformaient toute leur conduite

à ces buts, sans aucun souci des intérêts généraux serbes.

Tandis que deux des fils du roi menaient les pourparlers avec l'ennemi, le troisième, le prince Mirko, se chargeait de démoraliser l'armée en y répandant, personnellement ou par ses agents, de mauvaises nouvelles sur l'anéantissement de la Serbie, sur des défaites subies par certaines unités monténégrines ou alliées, sur des rébellions, des désertions, sur de glorieuses victoires de l'ennemi, etc.

Et le roi, cependant, rédigeait des proclamations au peuple en l'assurant qu'il lutterait jusqu'à la dernière extrémité, jusqu'au dernier soldat, qu'il accepterait tout plutôt que l'esclavage.

Dans la proclamation du 11 (24) novembre 1915 entre autres, il disait : « Que chacun sache que le Monténégro restera toujours fidèle à ses traditions, que la mort est préférable à l'esclavage, que la liberté est le plus cher de tous les biens et de tous les trésors du monde.

« Finalement nous vaincrons. Jusqu'à présent pas une parcelle de mon héroïque pays n'est foulée par l'ennemi. Mon peuple se défendra d'une manière farouche et héroïque... Nos puissants alliés nous aideront, dès qu'ils seront réorganisés et ressaisis... Mon peuple, ne perds pas ton courage, ton sang-froid, mais exécute les ordres et les instructions de mon gouvernement...

« Si l'on apprend que j'ai quitté ma capitale, mon trône sera là où je serai, même au sommet des montagnes, d'où je contemplerai, sous les plis du drapeau, les miracles de mes héros... Crois en moi, mon peuple héroïque. »

Par le décret du 6 décembre, le Parlement fut convoqué en session extraordinaire pour la première fois

depuis le commencement de la guerre ; il se réunit le 12 décembre.

Après d'orageux débats et des délibérations en comité secret dans lesquels on parlait ouvertement de la trahison du Monténégro que l'on préparait, le Parlement décida à l'unanimité d'imiter la Serbie et de lutter jusqu'au bout.

Peu de jours avant la perte du Lovtchen, le roi télégraphiait au tzar qu'il continuerait à lutter tant qu'un soldat monténégrin serait vivant. Deux ou trois jours seulement avant son départ pour l'étranger, le roi s'était montré à cheval à Podgoritza devant le peuple rassemblé et devant l'armée, en s'écriant : « A Tsarev Laz, à Tsarev Laz ! C'est là que nous briserons l'ennemi et que nous verrons qui est fidèle et qui est traître ! »

Pendant que la roi haranguait ainsi la foule, en la conviant à aller se battre à Tsarev Laz, les pourparlers de paix se poursuivaient à Podgoritza. Aussitôt après, le roi partit pour l'Italie par Scutari.

Tout cela n'était en réalité qu'un jeu et un mensonge préparés pour tromper l'armée et l'empêcher d'échapper à la captivité. L'attaque autrichienne contre le Lovtchen ouvrit les yeux des Monténégrins, mais il était trop tard. Rien ne pouvait plus être sauvé, car les événements se déroulaient avec une rapidité foudroyante.

Le commandant du Lovtchen, le prince Pierre, aussitôt que les Autrichiens commencèrent l'attaque, au lieu de donner l'ordre de combattre, fit détruire les pièces d'artillerie et évacuer les positions, avant même que les Autrichiens s'en fussent approchés. Le commandant de la brigade de Rieka, Niko Peyanovitch, répondit à cet ordre qu'il n'y avait pas encore d'ennemis à proximité et qu'il ne voyait aucune raison de reculer, étant donné

que ce mouvement mettrait dans une situation périlleuse les autres brigades sur ses deux ailes. Sur ces observations du général de brigade Peyanovitch, l'ordre d'évacuation fut réitéré. Mais Peyanovitch ne voulut pas reculer sans en avoir reçu l'ordre écrit, et ne se replia que quand cet ordre lui eut été remis. Les autres brigades évacuèrent aussi sans combat les positions défensives.

C'est ainsi que fut abandonné, sans nécessité et sans coup férir, le Lovtchen avec toutes ses positions, les plus fortes du Monténégro, et peut-être du monde entier, grâce aux fortifications naturelles. Et c'est ainsi que le commandant de l'armée du Lovtchen, qui jouit aujourd'hui de l'hospitalité de la fière et noble France, accomplissait son devoir envers les alliés et envers les Serbes.

En même temps, le 29 décembre, lorsque les Autrichiens attaquèrent le mont Lovtchen, que le prince Pierre leur avait livré sans coup férir, un proche parent du roi monténégrin, le commandant Yevto Vichgnitch, qui commandait le bataillon de Goliya, communiquait à ses hommes, ainsi qu'à la population dc Goliya, ce qui suit : « Le traité de paix est signé avec l'Autriche, d'après lequel le Monténégro restera un royaume indépendant. Il aura en outre l'Herzégovine et une partie de la Serbie. Mais les Autrichiens prendront en échange le mont Lovtchen, qu'ils utiliseront contre l'Italie. Le prince Danilo deviendra roi, et comme allié des Autrichiens, il aura à les secourir. » Après cette communication, le commandant Vichgnitch livra son bataillon au commandant autrichien de Gatzko, et le 1er janvier il alla personnellement vers son souverain, pour lui rendre compte de la manière dont il avait joué son rôle.

Déjà avant la reddition, notamment le 26 décembre,

la population de la région de Goliya avait hissé, conformément aux ordres du commandant Vichgnicht, les drapeaux blancs en signe de reddition.

Tout cela se passait au moment où le reste de l'armée monténégrine, dans l'est du pays, combattait vigoureusement les Autrichiens, protégeant l'aile gauche de l'héroïque armée serbe et assurant vers Scutari sa seule retraite possible; mais cette retraite fut coupée par l'abandon du Lovtchen, et la glorieuse armée monténégrine dut baisser ses étendards devant le drapeau autrichien et accepter la captivité.

Après l'occupation du Lovtchen par les Autrichiens, le prince Pierre se rendit à Cettigné avec son chef d'état-major, le commandant Lompard, qui fut plus tard délégué pour la paix; il exposa au roi l'état de son armée. Comme le souverain était en ce moment entouré d'autres Monténégrins qui ignoraient l'affaire, il essaya dans ses explications d'en faire retomber la responsabilité sur l'armée, en la dénonçant comme ayant occasionné la catastrophe par son refus de combattre, par l'abandon des positions et la désertion.

« L'armée ne veut pas se battre, déclara ce triste commandant. La brigade de Tzrmnitza a abandonné le Lovtchen pour rentrer dans ses foyers, ainsi que les Tzeklignani, les Niégouchi et d'autres.

Le roi écouta tranquillement ce compte-rendu et répliqua :

— Bien, allez. j'ai des soldats. Les Monténégrins se battront.

Le roi se rendit ensuite avec son entourage à Presyeka, la dernière position défensive de Cettigné ; il y rencontra le général de brigade Peyanovitch avec sa brigade en retraite et l'apostropha ainsi :

— Traître, nouveau Brankovitch, pourquoi m'as-tu trahi, pourquoi as-tu abandonné le Lovtchen ?

— Le traître ce n'est pas moi, mais toi et tes fils qui avez ordonné à l'armée de reculer sans nécessité et sans combat, répondit Peyanovitch.

Quand le roi vit que ce jeu ne réussissait pas, il dit plein de colère :

— Laissez-moi, je vais me faire tuer.

Le général de brigade Peyanovitch ajouta :

— Laissez-le, laissez-le, ne l'empêchez pas.

Il savait que le roi jouait la comédie.

L'entourage et la garde avaient entendu les paroles du monarque et arrêtèrent l'automobile. Aussi le roi ne fut-il pas tué, mais il retourna à Cettigné et de là à Podgoritza, où il continua la série de ses exploits.

Les Autrichiens occupèrent Cettigné sans aucun combat. Le gouvernement, qui fut aussi transféré à Podgoritza, envoya un délégué spécial, l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Plaménatz, chargé de s'informer des raisons pour lesquelles les Tzrmitchani avaient abandonné le Lovtchen sans résistance. A son retour de Tzrmnitza, le délégué rapporta au gouvernement que le commandant de la brigade de Tzrmnitza lui avait montré l'ordre écrit d'évacuer les positions et de licencier l'armée. Cet ordre fut donné par téléphone, et le téléphoniste en transmit la transcription au commandant. L'enquête ne fut pas menée plus loin, car le commandant en chef lui-même était en jeu.

Pendant tout ce temps-là, raconte un Monténégrin, politicien éminent, le roi était tranquille et content :

— Même le 29 décembre, après l'abandon du Lovtchen, continue le politicien, le roi me disait : « Le Monténégro n'aura pas le triste sort de la Serbie, » mais il

ne voulut rien ajouter, parce qu'ii n'était pas franc envers moi.

Et il pouvait être tranquille, car tout s'était passé suivant les plans arrêtés, et la perspective de la réalisation de ses buts égoïstes se dessinait devant lui. Il fallait agir. Avant ces événements désastreux, la cour avait déjà ordonné à ses agents de Scutari de ne laisser absolument personne sortir du Monténégro ; et cet ordre fut fidèlement exécuté, aussi bien par l'administration que par les agents spéciaux de *Cetiigné*, de sorte que pas un soldat monténégrin ne put quitter le territoire du pays.

Le 29 décembre 1915, dans une réunion populaire tenue à Vassoyévitch, il fut décidé que l'armée, les employés et tous les garçons à partir de quinze ans partiraient derrière l'armée serbe pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi ; mais le gouvernement donna l'ordre de ne laisser personne partir ou abandonner son poste. Après cet ordre, *Cettigné* envoya une fausse information, d'après laquelle le chemin de la retraite venait d'être coupé vers Scutari, ce qui fit que tout le monde renonça à se sauver et tomba dans l'esçlavage autrichien.

Même une unité de cinq mille hommes qui se trouvait à Scutari et à San Giovanni de Medua, et à laquelle il était très facile de se retirer avec l'armée serbe, vu qu'elle avait des munitions et des vivres en suffisance, reçut l'ordre de se rendre dans l'intérieur du pays, où elle fut faite prisonnière. En un mot, le but était que personne ne pût se soustraire à la captivité ; et ce but fut réalisé. *Cettigné* a complètement réussi.

La demande de paix

Le couronnement de toutes ces machinations fut la demande de paix, faite personnellement par le roi et son gouvernement. Le 31 décembre, Nicolas envoya à l'empereur d'Autriche, feu François-Joseph, ce télégramme :

« Majesté,

« Vos troupes ayant occupé aujourd'hui ma capitale, le gouvernement du Monténégro se sent forcé d'adresser à Votre gouvernement Impérial et Royal une demande d'armistice et de paix entre l'Etat de Votre Majesté Impériale et Royale et le mien.

« Etant donné que les conditions de l'heureux vainqueur pourraient être trop sévères, je m'adresse à Votre Majesté, en Vous priant d'user de Votre influence pour que la paix conclue soit honorable, digne d'un peuple qui a toujours joui de Votre bienveillance, de Votre estime et de Votre sympathie. J'espère que Votre cœur chevaleresque ne permettra pas que ce peuple subisse une humiliation imméritée. »

D'après les pourparlers qui ont précédé la demande de paix, les Autrichiens devaient occuper le Lovtchen et s'arrêter là. Mais les événements qui suivirent ces pourparlers modifièrent la situation et les Autrichiens voulurent l'exploiter. Ils avaient devant eux l'armée serbe et voulaient l'anéantir. Ils s'avancèrent, occupèrent Cettigné, Bar et tout le littoral, mais n'atteignirent pas leur but. L'héroïque armée serbe, malgré sa fatigue et ses privations de toutes sortes, parvint à éviter la défaite et fut sauvée. Le roi du Monténégro, supposant

que ses vieux amis de Vienne l'avaient trompé, quitta secrètement Podgoritza, le 6 janvier 1916. Arrivé à Scutari, il s'écria :

— Je suis trahi par les Autrichiens !

De Scutari il gagna Brindisi, traversa l'Italie et alla se réfugier en France.

Vienne regretta d'avoir permis à son vieil ami de s'évader. Il est certain que le gouvernement autrichien avait l'intention de tenir ses promesses, mais l'armée serbe — qui avait fait subir aux troupes autrichiennes tant de défaites dont le souvenir était vivace — étant en question, il oublia momentanément ces promesses et le traité passé avec le roi du Monténégro : la fin justifie les moyens.

Le fameux Hubka disait, en se lamentant devant le ministre grec à Cettigné :

— Nous avons commis une grave faute en laissant échapper le roi du Monténégro.

Ainsi se termina la glorieuse histoire du fier Monténégro ; et les Monténégrins, grâce à la politique égoïste de leur roi, furent forcés de subir l'humiliante captivité.

***

Les grands (que Dieu maudisse leur âme !)
Partagèrent l'empire en morceaux ;
Ils anéantirent les forces serbes ;
Les grands (que leurs traces disparaissent !)
Semèrent l'âpre graine de la discorde,
Et empoisonnèrent ainsi le peuple serbe ;
Les grands, affreux misérables,
Devinrent les traîtres à la Patrie !
Que le soir de Kossovo soit maudit !
Quel aurait été le bonheur si ce jour-là
Tous les grands étaient tombés,
Et si leurs traces avaient disparu,

Et si Miloch[1] était seul resté au milieu de nous
Avec ses deux fidèles pobratimes.
Alors le Serbe serait vraiment Serbe.
Brankovitch[2] souche maudite,
Est-ce ainsi que l'on sert sa patrie ?...
Est-ce ainsi que l'on considère l'honneur[3] ?

L'histoire se répète.

C'est un fait historique que l'aucien Etat serbe a été morcelé et anéanti par les nobles et par les puissants d'alors, dont le représentant le plus typique a été Vouk Brankovitch.

Tout le peuple serbe se souvient avec douleur de la bataille de Kossovo et maudit Vouk Brankovitch, qui a trahi alors l'armée serbe et le tzar Lazare. Le poète dont nous venons de transcrire quelques vers a voulu précisément mettre au pilori cette discorde des temps jadis, à l'époque où tout le peuple yougoslave : Serbes, Croates et Slovènes, tendait tous ses efforts vers sa libération et son unité.

Le poète immortel n'a pu naturellement imaginer qu'un prince de son nom, au Montenegro, et au moment du plus effroyable conflit, où se joue la dernière manche de la partie engagée pour la libération et l'unité du peuple, ait pu, de propos délibéré, ordonner l'abandon du Lovtchen, cet Olympe serbe. Petar Petrovitch-Niégoch a flétri la discorde et la trahison du passé, et Nicolas Petrovitch Niegoch, un demi-siècle plus tard, mérite la malédiction du peuple et l'imprécation de son aïeul.

---

[1] Miloch Obilitch, le plus grand héros national.

[2] Vouk Brankovitch a retiré le détachement qu'il commandait vers le mont Golech, trahissant le tzar Lazare, le 15 juin 1389, à Kossovo.

[3] Petar Petrovitch-Niegoch. Gorski Viénatz. Traduct. de Divna Vekovitch. Paris 1917.

Voici comment s'exprime à ce sujet, dans le *Berliner Tageblatt* du 18 janvier 1916, un ennemi, le fameux commandant Morath, en traitant de l'importance militaire et politique de la capitulation du Monténégro.

« Une des causes principales de la ruine du Monténégro est qu'il ne voulut pas l'union avec l'état-major serbe, qui aurait réalisé l'unité d'action. Nous constatons le même refus de la part du commandement militaire monténégrin dans la guerre balkanique en 1912 et 1913. On a voulu voir alors dans ce fait une certaine jalousie politique envers la Serbie. Je ne nie pas que cette fois-ci, pour la même raison, les deux points de vue, monténégrin et serbe, ne furent pas identiques. »

Après la catastrophe

Mieux que tous les événements qui s'étaient précédemment déroulés au Monténégro, ceux des dernières années ont démontré à l'évidence cette politique à double face du roi Nicolas, consistant à entretenir des relations aussi bien avec l'ennemi — Vienne et Berlin — qu'avec les Alliés, de façon à pouvoir, quelle que fût la solution du conflit, se ranger au parti des vainqueurs. C'est pour cela qu'avant de fuir, le roi avait réuni un conseil de famille et distribué les rôles à chacun. Il laissait au Monténégro, pour entretenir les bonnes relations avec les Puissances centrales, son deuxième fils, le prince Mirko, et se rendait lui-même chez les Alliés le plus tardivement possible, pour attendre que la balance penchât décidément de l'un ou de l'autre côté. D'après les décisions du conseil de famille, le plus jeune fils, Pierre, le fameux commandant de

l'armée du Lovtchen, devait aussi rester au Monténégro avec le prince Mirko, pour qu'il y eut deux représentants dans chaque camp, le roi lui-même et le prince héritier auprès des Alliés, et les princes Mirko et Pierre auprès des Austro-Allemands; mais cette combinaison fut abandonnée au dernier moment, et le prince Pierre quitta le Monténégro avec son père.

Après l'occupation de la Serbie et sa fin tragique, aucune personne sensée ne pouvait supposer que le Monténégro, même pourvu de vivres et de munitions, fût en état de s'opposer à l'invasion autrichienne. Il faut ici tirer au clair une autre question antérieure à la débâcle de la Serbie et du Monténégro, et qui est d'une importance capitale. Le roi, ses fils et la camarilla de la Cour avait engagé longtemps auparavant leurs pourparlers avec l'ennemi, à la suite desquels le Lovtchen fut livré aux Autrichiens sans combat. Ainsi fut consommée la trahison envers l'héroïque armée monténégrine, qui luttait alors vigoureusement au nord et à l'est et qui ne put se replier avec l'armée serbe, le chemin de la retraite ayant été coupé par l'abandon du Lovtchen.

Il n'est donc pas vrai, comme le roi monténégrin l'affirme dans ses *Mémoires* (voir *Je sais tout,* numéro de janvier 1917), que l'armée monténégrine dut se rendre faute de vivres et de munitions ; il est encore plus faux que les Monténégrins aient refusé de se battre, comme ils en ont été accusés par le commandant de l'armée du Lovtchen, après la reddition de la place aux Autrichiens.

Bien au contraire, l'armée monténégrine n'a été faite prisonnière que par la volonté de son monarque, de ses fils et de la Cour, qui préparèrent la reddition. Voilà le

crime dont rien ne pourra jamais les laver, crime contre le Monténégro, contre la Serbie et les Serbes en général, contre nos alliés eux-mêmes.

L'armée serbe était alors beaucoup plus affamée et épuisée que l'armée monténégrine, mais, en dépit des privations, elle traversa presque toute entière le Monténégro plutôt que de se rendre. L'armée monténégrine pouvait agir de même, et avec moins de difficulté, si le roi l'avatt voulu, car elle n'avait pas souffert de cruelles privations, et la moisson de l'année étant à peine achevée, chaque Monténégrin pouvait, dans sa propre maison, s'approvisionner de vivres pour plusieurs jours, comme il le faisait jusqu'alors. Quant aux munitions, loin de manquer, elles étaient plus abondantes que dans l'armée serbe.

Après tous les événements dont nous avons fait le récit, on pouvait s'attendre à ce que le roi, comme un assassin après son crime, se repentît, et changeât, fût-ce au dernier moment, la direction de la politique suivie jusqu'alors avec l'appui des spéculateurs politiques, pour adopter celle qui eût assuré le bonheur des Monténégrins et du peuple serbe.

Mais précisément à ce moment tragique il fait campagne plus que jamais contre les intérêts primordiaux du Monténégro. Il identifie le Monténégro avec sa personne, et pense que le Monténégro est lui-même. Il essaye de tromper le monde qui n'est pas informé et de prouver que les Monténégrins ne sont pas des Serbes, mais une autre nation et qu'ils ne désirent pas l'union avec la Serbie et les autres Serbes. Et tous ceux qui demandent cette union sont déclarés agents étrangers par le roi et traîtres. Il s'entoure d'agents étrangers dont l'activité ne s'exerce qu'au détriment du

pays ; associé avec les ennemis des Serbes, il s'oppose de toutes ses forces et de tout son pouvoir à ce que le Monténégro entre dans l'Union serbe. Ce qu'il veut, c'est que le pays reste son fief ; que les Monténégrins, privés de liberté et de tous les droits civils et politiques, mais écrasés sous de lourdes charges, n'aient ni Etat ni patrie, mais soient des esclaves, ou qu'ils abandonnent leur chère capitale, se dispersent aux quatre coins du monde, dépensent à l'étranger toute leur force productive et s'en aillent, après tout, crever où bon leur semblera.

Pour la réalisation de ce plan néfaste, un travail très énergique est entrepris par le gouvernement du roi, qui ne saurait nullement représenter les Monténégrins ni entreprendre quoi que ce soit en leur nom, car il n'a ni la confiance du peuple, ni les qualités morales et intellectuelles, ni les capacités nécessaires à un gouvernement, même du roi de Monténégro, et pour qu'on puisse compter avec lui et lui confier la conduite des affaires publiques.

Les preuves de ce que nous avançons abondent et il est bon de reproduire ici quelques documents officiels, déjà publiés, qui caractérisent parfaitement la politique du roi, même après la catastrophe du Monténégro.

En avril 1916, l'ancien président du Conseil des Ministres et ancien député L. Miouchkovitch, présenta sa démission au roi. En acceptant cette démission, le roi essaya de le charger de toute la responsabilité de la catastrophe.

Dans la réponse que Miouchkovitch fit le 20 mai à l'accusation du roi, on trouve ce qui suit :

« Depuis le début de Votre règne, jusqu'à aujourd'hui, vous n'avez pu trouver en Europe aucun ami

sincère, à cause de vos coquetteries tantot avec l'un, tontôt avec l'autre. Vous avez trompé de plus la confiance que la grande Russie avait en nous autrefois ; je crois qu'il est superflu d'en donner les preuves.

» C'est Vous, Votre famille et Votre camarilla de Cour qui avez poussé le Monténégro à la banqueroute et non la politique de n'importe lequel de Vos gouvernements.

» Voici des preuves :

» Tout membre de Votre famille se croit en droit de faire de la politique. C'est d'après Vos désirs qu'une propagande anti-nationale a été menée dans le pays. Puis viennent les aventures de Votre fils, le Prince Mirko, dans le pays pendant la guerre ; les rendez-vous de Votre fils le prince Pierre avec le colonel Hubka en Grbalj ; les pourparlers de Votre fils et héritier Danilo, par l'intermédiaire de M. Carminatti, avec le comte Bernstorff, agent des puissances centrales ; enfin tant d'autres fautes commises par Vous, Votre famille et la camarilla, que je ne puis les compter. Voilà les seules causes de la ruine du Monténégro et de sa banqueroute.

» Vous êtes le seul auteur de tous ces maux, et je ne puis être, moi, qu'un humble complice et une dupe. »

L'auteur de ce livre, ancien ministre de la Justice, dans le cabinet de M. Radovitch, présente aussi, le 25 novembre 1916, sa démission, où il dit :

« L'entretien que j'ai eu avec S. M. le Roi a fait sur moi une profonde, lourde et douloureuse impression. J'ai entendu de la bouche du roi des paroles épouvantables : à savoir que non seulement il n'aidera pas à la réalisation de notre programme national, l'Union des Serbes, ce but auquel le peuple serbe a aspiré dès

avant Kossovo et pour lequel il a dépensé et dépense encore aujourd'hui des torrents de sang, mais qu'il fera au contraire tout son possible pour qu'on n'aboutisse pas à cette union.

» S. M. le Roi m'a dit cela comme à son ministre, ouvertement, en présence de S. A. R. le prince Pierre, qui, à son tour, déclara solennellement que, si le roi lui-même travaillait en vue de l'union, lui, avec le prince héritier, ne le permettraient jamais.

» J'ai d'ailleurs été jusqu'à présent mécontent de notre activité comme ministres, comme je vous l'ai dit à tant de reprises, j'ai eu bien des raisons de donner ma démission depuis longtemps, mais je n'ai jamais pu m'imaginer que, dans l'accomplissement de notre programme national, Sa Majesté le Roi prendrait une attitude telle que celle-là ; voilà pourquoi j'ai patienté et attendu. Maintenant je suis arrivé au bout de ma patience, car après cette déclaration d'un souverain serbe et de son fils, déclaration qui ne poursuit ni plus ni moins que l'anéantissement de nos buts nationaux, je ne peux plus, ni comme ministre ni comme député et homme politique, ni comme Serbe, ni comme Monténégrin, je ne puis pas et je n'ose pas rester un observateur indifférent de tout ce qui se passe, et je dois commencer ouvertement, légalement, une action des plus énergiques en faveur de l'accomplissement de notre programme national auquel j'ai collaboré, dans la mesure du possible, au cours de toute ma vie. C'est ma décision irrévocable. »

Le 29 décembre, le président du Conseil des Ministres, Radovitch, présente à son tour sa démission, où il dit entre autres :

« L'irrésistible courant des événements qui se dérou-

lent aujourd'hui sur la scène mondiale se dirige aussi vers la libération des Yougoslaves ou, tout au moins, du peuple serbe dans son entier ; la conséquence naturelle en est la réalisation des tendances et des vœnx séculaires des Serbes, c'est-à-dire leur union.

» A mon sens, et d'après ma profonde conviction, la réalisation de ce rêve est proche.

» Considérant comme la seule voie salutaire celle qui mène vers l'union de tous les Serbes, et si possible de tous les Yougoslaves, je prends la liberté de prier Votre Majesté d'écrire à Sa Majesté le tsar de Russie une lettre autographe dans laquelle Elle déclarera être prête à prendre toutes les mesures nécessaires pour une entente avec le souverain et le gouvernement du royaume frère, la Serbie, et avec les représentants des autres pays yougoslaves, dans la question de l'union, et pour sa réalisation la plus prochaine... »

Les documents cités montrent clairement la politique suivie en réalité jusqu'à présent par le roi monténégrin, et ses opinions sur notre question nationale. Ils sont rédigés par des hommes qui sont parmi les plus éminents du pays, qui y ont occupé les postes les plus élevés et qui y ont pris une part active à la politique et aux affaires publiques du Monténégro. A présent, il n'y a plus d'équivoque, nous savons ce que le roi a fait et ce qu'il veut. Il nous fallait absolument le savoir en ce moment où le sort de notre peuple va se décider. Pour nous autres, Monténégrins, dont les intérêts vitaux sont en jeu, cette clarté était plus que nécessaire. A partir d'aujourd'hui, nous déciderons nous-mêmes de notre sort et nous règlerons notre question nationale entre nous, selon nos propres intérêts.

Tout le peuple serbe désire et demande l'union.

Nous, Monténégrins, nous la désirons aussi, car c'est elle qui représente la réalisation des buts nationaux pour lesquels nous avons, comme chacun le sait, héroïquement lutté pendant des siècles. Le Monténégro n'est forcé par personne de s'unir à la Serbie, comme le roi l'affirme dans ses « Mémoires » de *Je sais tout.* Au contraire, protestant énergiquement que le roi ait identifié sa personne au Monténégro, il désire cette union et la demande lui-même.

Et il la réclame à présent avec d'autant plus d'insistance que l'anéantissement de la Turquie d'Europe et l'établissement d'une frontière politique serbo-monténégrine commune ont fait disparaître les obstacles qui s'y opposaient jusqu'ici, car l'Etat serbe comprend aussi bien la Bosnie et l'Herzégovine serbes que les autres pays serbes asservis jusqu'à présent par l'Autriche, et il n'existe aucune raison pour que le Monténégro n'entre pas aussi lui-même dans ce groupement auquel il a toujours appartenu.

Si les armées du Monténégro et le parlement, après la chute du Lovtchen et la fuite secrète du roi du Monténégro, avaient réussi à éviter l'esclavage de l'Autriche, ils auraient tout de suite détrôné le roi traître, et avec acclamation, voté l'union du Monténégro avec la Serbie, ce qui se fera sans doute quand le moment sera venu.

Quand je dis cela, j'affirme que je devine le vrai désir et la volonté de tout le peuple serbe au Monténégro, car moi, comme fils de ce peuple et comme leur député depuis de longues années, je sais bien que ce sont sa volonté et son vrai désir. En outre, quand on considère tout ce que le roi du Monténégro faisait et a fait, surtout les derniers temps de son règne, il est clair

que lui avec une poignée de « olochi » (débris de la société) qui l'entoure actuellement, ne pouvaient pas représenter le Monténégro, et que, tout son travail, comme son gouvernement, n'avait aucune valeur pour les Monténégrins.

Le roi du Monténégro, à l'égard des Monténégrins, des Serbes et des Alliés, est le même que les traîtres russes Lénine, Trotzky, etc.

Même actuellement, il est, par son agent, en relation avec nos ennemis ; et après tout cela, il se trouve des hommes parmi nos alliés qui le protègent et font tout pour son rétablissement au Monténégro, et pour renouveler là, son régime despotique et tyrannique.

Il faut avouer que nous sommes stupéfaits et qu'on perd la vraie conception d'honnêteté, de morale et de justice. De même que le roi a perdu tout droit moral encore représenté au Monténégro, il a aussi perdu, en vertu de l'article 16 de la Constitution du Monténégro, son droit de royauté, car il a livré le pays à l'ennemi, et s'est enfui secrètement à l'étranger.

Mais comme les Monténégrins se sont rendus esclaves des Autrichiens, ils se trouvent dans l'impossibilité en ce moment de manifester publiquement leur désir et leur vraie volonté ; nous Monténégrins, qui sommes maintenant hors du Monténégro, nous avons le devoir sacré, au nom de nos frères monténégrins, de juger publiquement le travail de trahison du roi du Monténégro, qu'il a fait dans son pays et qu'il continue actuellement à l'étranger, et d'effacer la souillure de leur fier étendard et de leur arme couverte de gloire immortelle.

C'est seulement de cette manière que nous acquitterons notre patrie de l'esclavage et que nous venge-

rons nos héros tombés sur le champ de bataille pour la libération et l'union de toute notre race.

Conclusion

La création du Monténégro à titre de petit Etat serbe indépendant fut provoquée d'une part par les conditions malheureuses où était tombé le peuple serbe après Kossovo, en 1389 (et surtout après la dernière perte de son indépendance), de l'autre par la politique de conquête de l'Autriche qui, tendant toujours vers l'Orient (Salonique et Constantinople), ne voulait pas permettre l'union du Monténégro et de la Serbie.

Une poignée de Serbes monténégrins qui se trouvaient, au temps de la chute de l'Etat serbe, dans les parties montagneuses inaccessibles de la Zéta, où s'abritèrent ensuite les réfugiés des autres provinces serbes fuyant la terreur turque, entreprit vers la fin du XVII[e] siècle la lutte ouverte contre les Turcs et joua un rôle héroïque dans l'histoire du peuple serbe ; mais elle ne fut pas capable de créer un Etat bien organisé, tant à cause de la stérilité du sol que du mauvais régime politique qui régnait dans le pays, surtout dans les derniers temps.

Le Monténégro est aujourd'hui le seul Etat d'Europe qui, ne possédant, grâce à son régime défectueux, pas une seule usine, est forcé de vendre à des prix infimes ses matières premières à l'étranger pour les lui racheter dix fois plus cher à l'état de produits manufacturés. La proportion entre les exportations et les importations du pays est de 1 à 4.

Le Monténégro ne possède non plus ni industrie, ni métiers, ni institutions scientifiques, sanitaires ou d'as-

sistance; il n'a pas les voies de communication qui pourraient développer le commerce et le travail; aucune initiative officielle ou privée n'y existe; de là provient notre situation arriérée à tous les égards.

Il est nécessaire de mettre ici en relief que la Cour n'a jamais voulu que les Monténégrins parvinssent à une situation matérielle plus élevée et a entravé toutes les initiatives privées, car elle avait un seul but: tenir tout le peuple sous sa dépendance, dans l'obéissance et la soumission. Les lourdes dettes du Monténégro, déjà avant la guerre balkanique, celles que cette guerre lui apportera et son état de ruine actuel sont aussi de graves obstacles à son développement.

Ce que nous avons exposé doit rendre clair pour tout le monde que le Monténégro ne peut en aucun cas exister économiquement comme une unité distincte, même après des agrandissements de territoire. Politiquement non plus il ne peut exister comme Etat indépendant, ne réalisant nullement les conditions nécessaires. Son peuple ne demande aucune séparation politique ni économique d'avec ses frères de la Serbie et des autres provinces serbes, car il est la mœlle et le sang du même peuple; mais il réclame au contraire catégoriquement la réalisation de ses buts nationaux; l'union complète avec la Serbie et les Serbes.

Ce sont les vœux unanimes du peuple serbe du Monténégro, c'est son idéal national pour lequel il est en état de lutter encore jusqu'à sa réalisation intégrale. Seuls les ennemis du Monténégro et ceux qui l'ont ruiné moralement et matériellement, peuvent souhaiter qu'il reste séparé de la Serbie.

La grande guerre européenne achève de démontrer au peuple serbe de quel poids aurait été dans ses des-

tinées l'union du Monténégro avec la Serbie : réalisée en 1912, après la guerre balkanique, cette union leur aurait assuré un sort infiniment plus heureux.

La Serbie aurait obtenu dès cette époque, sinon une voie ferrée jusqu'à l'Adriatique, du moins de bonnes routes, grâce auxquelles elle aurait pu sauver encore une partie de son armée et de son matériel de guerre, qui furent détruits ou capturés par l'ennemi. En outre, cette armée aurait aujourd'hui à ses côtés 30 ou 40.000 braves soldats Monténégrins, que le roi Nicolas n'aurait pas eu l'occasion de livrer à l'Autriche à la suite de la paix déshonorante que l'on connaît ; faisant partie de l'armée serbe, ils se seraient repliés avec celle-ci et ne seraient pas tombés aux mains de l'ennemi. On peut affirmer encore que les Autrichiens ne seraient jamais parvenus à occuper les fortes positions du Lovtchen et de Scutari si elles avaient été défendues par l'ensemble des armées serbes ; l'importance capitale qu'auraient prise ces positions, restées entre les mains des Serbes, n'a pas besoin d'être démontrée. De ces hauteurs l'armée serbe constituait pour l'Autriche un danger menaçant et facilitait singulièrement l'action sur le front de Salonique comme sur plusieurs autres.

Tout le peuple serbe l'a compris et surtout le peuple serbe du Monténégro, qui n'accordera jamais son pardon au roi, coupable d'avoir empêché l'union du Monténégro avec la Serbie après la guerre balkanique, au moment où les frontières politiques des deux pays se joignaient, où ses ambitions personnelles et son égoïsme cynique constituaient le seul obstacle à cette union.

Nous avons voulu démontrer dans ces pages que le

Monténégro ne possède ni économiquement ni politiquement les conditions qui lui permettraient de subsister comme second Etat serbe indépendant; que les intérêts du peuple serbe du Monténégro s'accordent avec ses vœux les plus chers pour demander qu'il entre dans le groupement serbe, auquel se joindront naturellement et spontanément nos frères de même sang et de même langue, les Croates et les Slovènes. Il le faut, non seulement pour nos intérêts nationaux, mais encore pour que la paix et l'ordre puissent régner en Europe, car un fort Etat serbo-croato-slovène pourra arrêter pour toujours la poussée austro-allemande vers l'Orient.

Le peuple serbe, qui a subi plus de cinq siècles l'horrible joug turc en luttant sans cesse contre ses barbares envahisseurs, qui a été assassiné et pillé jusqu'à l'anéantissement, qui s'est sacrifié plus que tout autre dans les guerres balkaniques et dans la guerre actuelle, prétend aujourd'hui faire valoir tout au moins ses droits à l'union complète à laquelle il a toujours aspiré et pour laquelle il a toujours combattu.

Seuls les ennemis des Serbes en général et spécialement des Monténégrins, les ennemis de l'ordre, de la paix, des libertés individuelles et politiques, les ennemis de la civilisation et du bonheur du peuple, seuls les égoïstes, haïssables et antipatriotiques, peuvent prêcher et demander la restauration du Monténégro en dehors de l'union avec la Serbie et avec les Serbes.

Tous les Serbes et notamment ceux du Monténégro, adressent à leurs puissants alliés, dont la droiture est au-dessus de tout soupçon, un fervent appel pour qu'ils ne laissent pas les Monténégrins retomber dans un abominable esclavage, redevenir des ilotes privés de

tous droits, mais pour qu'ils lesaident à réaliser enfin, avec leurs frères de race et de sang, l'union dont jouissent depuis longtemps d'autres heureux peuples d'Europe.

Ils attendent beaucoup de la nation italienne, leur voisine immédiate, qui a conquis chèrement son unité nationale et en connaît le prix inestimable. Ils croient fermement que les fils du grand Cavour et du héros Garibaldi, d'immortelle mémoire, ne permettront pas qu'il soit mis obstacle à l'accomplissement du programme national, l'union du Monténégro avec la Serbie et avec les autres provinces serbes, et ainsi qu'avec nos frères de même langue et de même sang, les Croates et les Slovènes, un seul et unique Etat indépendant, qui sera construit en principe sur cette décision nationale (narodnog samoopedeliegna), égalité et vraie démocratie.

Enfin, les hauts intérêts du peuple italien et la sagesse de sa diplomatie n'admettront jamais que l'Italie accepte la succession de la monstrueuse politique de conquêtes et d'asservissement menée par l'Autriche dans les Balkans.

La Serbie unie avec la Croatie et la Slovénie sera le marché le plus important des produits italiens, la plus fidèle et la plus naturelle alliée de l'Italie, et la gardienne la plus sûre des intérêts communs, aussi bien politiques qu'économiques dans la Péninsule Balkanique.

ANNEXES

I

LA CAPITULATION DU MONTÉNÉGRO

Deux gouvernements pour un royaume

Vienne, le 1er mars.

Le prince Mirko, le serdar J. Voukotitch et les ministres restés au Monténégro, savoir : le ministre de Justice, M. Radoulovitch, le ministre de l'Intérieur, M. Popovitch et le ministre de la Guerre, M. R. Véchovitch, lorsqu'ils eurent connaissance de la déclaration du président du Conseil monténégrin, M. Miouchkovitch, qui s'était enfui en France avec le roi, déclaration publiée par l'agence Havas, adressèrent par l'intermédiaire du ministre impérial et royal de Cettigné, Edouard Otto, au gouvernement impérial et royal la prière de publier la contre-déclaration suivante :

Exposé du conflit

Le gouvernement royal a eu connaissance de la déclaration du président du Conseil Miouchkovitch, déclaration que celui-ci fit déclarer officielle par le Consulat monténégrin de Paris. Comme cette déclaration, complètement injustifiée, cherche à faire croire que l'activité des ministres restés au pays est nulle ou despotique, et comme, d'autre part, on ne peut pas douter de l'existence de la déclaration en question à cause de sa publication et de sa source (agence Havas), le gouvernement royal éprouve le besoin d'y répondre par la contre-déclaration suivante, en recommandant de lui donner la plus grande publicité possible :

Les ouvertures de paix

Le 29 décembre (V. S.), après la chute de Kouk et de Krstazt, avec l'approbation de S. M., des ouvertures furent faites auprès du commandant des troupes impériales et royales pour la cessation des hostilités. La réponse arriva le 30 décembre à l'aube, alors que le roi était déja parti pour Krouchevazt, où les ministres se rendirent également après réception de la réponse. Après de longues discussions, le gouvernement royal, d'accord avec le roi, demanda la paix par télégramme au gouvernement impérial et royal le 31 décembre, en même temps, S. M. le roi demanda télégraphiquement à S. M. apostolique impériale et royale d'intervenir afin qu'on fît des propositions de paix favorables.

Les conditions du vainqueur

Le 2 janvier, nous avons reçu une réponse identique à celle qui avait été faite à notre demande de cessation des hostilités, à savoir que les négociations de paix pourraient commencer après la reddition des armes et après la livraison des troupes serbes qui se trouvaient encore sur notre territoire. Ces conditions étaient sévères, très sévères, mais la situation devenait toujours plus critique. — Les troupes austro-hongroises avançaient rapidement; on ne pouvait opposer nulle part de résistance sérieuse, surtout dans la région côtière: on n'avait plus de vivres et presque plus de munitions. Finalement, la première condition fut acceptée. En ce qui concerne la seconde, on déclara qu'il ne se trouvait plus de troupes serbes sur notre territoire. Les délégués désignés pour négocier au sujet de la reddition des armes partirent le 3 janvier pour Cettigné et rentrèrent le jour suivant, 4 janvier, avec la communication que les hostilités étaient suspendues, mais que les négociations sur le mode de reddition des armes ne pourraient pas commencer avant que la réponse fût arrivée de Vienne. A cette nouvelle, nous nous mîmes à espérer que des né-

gociations seraient ouvertes et qu'on arriverait à un accord. Nous rappelâmes donc immédiatement le président du Conseil Miouchkovitch, qui s'était rendu la veille à Scutari avec le corps diplomatique. Mais, le 5 janvier, nous reçûmes une lettre du commandement des troupes impériales et royales qui prescrivait le mode d'exécution de la reddition des armes.

Il faut céder

Les troupes austro-hongroises continuaient d'avancer surtout dans la direction de Scutari et de Bojana. On pouvait craindre que les communications fussent coupées entre Scutari et Medua. — Le président du Conseil, Miouchkovitch, retourna ce même soir à Scutari, où le jour suivant, 6 janvier, une note fut rédigée et expédiée par l'intermédaire du commandant de Cettigné au gouvernement impérial et royal. Cette note exposait de suite les négociations et faisait remarquer que la manière prescrite pour la reddition des armes n'était pas applicable pratiquement et était humiliante pour le Monténégro (il n'était nullement question d'humilier le Monténégro, il s'agissait simplement de nécessités militaires. B. C. V.). En même temps, nous demandâmes que, selon l'accord intervenu, les délégués pussent se réunir pour entamer les négociations.

Le roi s'embarque

Le même jour, vers quatre heures après-midi, le roi partit pour Scutari à l'insu du gouvernement, et de là, passa en Italie sans que les formalités prévues dans l'article de la Constitution eussent été observées. Ce départ du roi eut un effet démoralisant sur le peuple et sur l'armée. Le désordre devint général. On craignit des émeutes, ce qui nous engagea, nous, les trois ministres restants, à continuer d'exercer nos fonctions et à poursuivre les négociations commencées, qui furent menées à bonne fin, tandis que les armes restaient dans le pays comme propriété

nationale et que l'armée et la population civile pouvaient rentrer dans leurs foyers, ce qui allait sauver le pays de la ruine.

Un résumé de ce qui suivit

La suite des évènements résumés ci-après dément la note officielle du président du Conseil Miouchkovitch.

« 1. La suspension des hostilités, puis la paix, n'avaient pas été demandées dans des buts condamnables, mais seulement en raison de la chute de nos positions les plus importantes dans le but d'éviter la servitude à la population épuisée. (On entend par servitude l'internement de la population mâle capable de servir dans l'armée. B. C. V.)

« 2. Les conditions fixées pour la cessation des hostilités et pour la paix n'ont pas été repoussées. On accepta de déposer les armes et, en ce qui concerne la deuxième condition (livraison des troupes serbes), il fut répondu qu'il était superflu d'en parler, puisqu'il n'y avait plus de troupes serbes sur le territoire monténégrin.

« Le gouvernement n'a pas quitté le pays avec la famille royale à l'exception du président du Conseil qui, à lui seul, ne représente pas le gouvernement et ne peut prendre aucune décision en son nom, tandis que les trois ministres restés au pays peuvent prendre des décisions valables, ayant le quorum exigé. (Nous ne connaissons pas sur quoi repose cette affirmation de droit. B. V. C.)

« 4. Le roi Nikita n'a pas laissé au pays un membre de sa famille et trois membres du gouvernement pour pousser les troupes à la résistance, puisque ces trois membres du gouvernement n'ont pas connu le départ du roi.

« Le roi Nikita n'a envoyé aucun ordre au prince Mirko, ni aux membres du gouvernement royal, ni au général Janko Voukotitch, ni de Scutari, ni de Medua, ni d'Italie, suivant lequel l'armée aurait dû se retirer de Scutari, les susnommés suivre l'armée et des pourparlers de paix n'être entamés sous aucun prétexte.

« Cette déclaration a été faite par le gouvernement royal, en conscience, d'accord avec le prince Mirko et le

général Voukotitch, indépendamment de toute pression quelconque et sur la base de documents que personne ne peut modifier.

« Podgoritza, 4-17 février 1916.

« *Signé :* Prince MIRKO, VOUKOTITCH, RADOULOVITCH, R. POPOVITCH, VÈCHOVITCH. »

Le B. C. V. apprend que la demande de paix que le roi Nikita et son gouvernement adressèrent, le 31 décembre/13 janvier, à l'empereur et au gouvernement austro-hongrois, était conçue dans les termes suivants :

« A S. M. Impériale et royale François-Joseph.

« Sire,

« Vos troupes ayant occupé aujourd'hui la capitale, le gouvernement monténégrin s'est trouvé dans la nécessité de s'adresser au gouvernement impérial et royal pour avoir la cessation des hostilités et la paix entre les Etats de V. M. et mon pays. Les conditions d'un heureux vainqueur pouvant être rigoureuses, je m'adresse d'avance à V. M., la priant d'intercéder pour une paix honorable et digne d'un peuple jouissant naguère de votre haute bienveillance, de votre estime et de votre sympathie. Votre cœur généreux et chevaleresque ne lui infligera pas, je l'espère, une humiliation qu'il ne mérite pas.

« *Signé :* NIKITA. »

« Au gouvernement austro-hongrois, à Vienne.

« Le gouvernement royal monténégrin demande au gouvernement austro-hongrois de faire la paix avec le Monténégro. Il prie également le gouvernement impérial et royal de désigner ses délégués, ainsi que l'endroit, le jour et l'heure de leur rencontre avec les délégués du gouvernement monténégrin. Le gouvernement monténégrin demande au gouvernement austro-hongrois de donner les ordres nécessaires pour la cessation des hostillités et de fixer un jour et une heure pour cette cessation, afin que le gouvernement monténégrin donne les mêmes ordres à ses troupes. Le gouvernement royal monténégrin demande

au commandant de faire parvenir à S. M. l'empereur et roi la dépêche de S. M. le roi de Monténégro. Cette dépêche vous sera remise par nos parlementaires, MM. le major Loumovitch et le premier lieutenant Popovitch. Nous prions en même temps le commandant de permettre à nos parlementaires d'attendre dans son camp la réponse du gouvernement impérial et royal.

« 31 décembre 1915/13 janvier 1916.

« *Signé :* Le Président du Conseil : MIOUCHKOVITCH ;
Le Ministre de la Justice : RADOULOVITCH ;
Le Ministre de l'Intérieur : POPOVITCH ;
Le Ministre de la Guerre : VÉCHOVITCH. »

Le jour suivant arrivèrent les réponses télégraphiques de S. M. impériale et royale et du gouvernement impérial et royal. En voici les textes :

« A Sa Majesté le roi Nikita 1er de Monténégro.

« Il m'est agréable que Votre Majesté se déclare prête à cesser la résistance, qui est devenue maintenant inutile. Les conditions de la cessation des hostilités ont déjà été exposées à V. M. par le commandant de mon armée. Sur la demande du gouvernement monténégrin, ce commandant transmettra la réponse de mon gouvernement.

« *Signé :* FRANÇOIS-JOSEPH. »

« Au gouvernement royal monténégrin.

« Le gouvernement royal monténégrin reconnaît l'inutilité de poursuivre la résistance et se déclare prêt à mettre fin à l'effusion du sang. Le gouvernement impérial et royal, dès que les conditions posées par l'armée impériale et royale auront été remplies, et que les hostilités auront été suspendues, nommera des délégués demandés par le gouvernement monténégrin, afin qu'ils se rencontrent à Cettigné avec les délégués du gouvernement monténégrin.

« *Signé :* BURIAN. »

II

LE FUTUR ROYAUME YOUGOSLAVE

La conférence de Corfou

La Légation royale de Serbie vient de communiquer la déclaration suivante, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir :

A la conférence des membres du cabinet précédent de coalition et du cabinet actuel, ainsi que les représentants du Comité Yougoslave de Londres, qui, jusqu'à présent, ont mené une action parallèle, des vues ont été échangées, avec le concours du président de la Skouptchina, sur toutes les questions concernant la vie des Serbes, Croates et Slovènes dans leur futur Etat commun.

Nous sommes heureux de pouvoir constater, une fois de plus, à cette occasion, l'unanimité complète de tous les membres sur toutes ces questions :

D'abord les représentants des Serbes, Croates et Slovènes déclarent de nouveau et de la manière la plus catégorique que notre nation aux trois noms n'en constitue qu'une et qu'elle est la même par le sang, par la langue parlée et écrite, par le sentiment de son unité, par la continuité et l'unité du territoire sur lequel elle vit, et enfin par les intérêts communs et vitaux de son existence nationale et du développement général de sa vie morale et matérielle.

L'idée de son unité nationale ne s'est jamais éteinte bien que toutes les forces spirituelles et morales de son ennemi national aient été dirigées contre son unification,

sa liberté et son existence nationale. Partagée en plusieurs Etats, notre nation est morcelée, dans la seule Autriche-Hongrie, en onze administrations provinciales, ressortissant de treize corps législatifs. C'est le sentiment de son unité nationale, ainsi que son esprit de liberté et d'indépendance, qui l'ont soutenue dans ses incessantes luttes séculaires, à l'orient contre les Turcs et à l'occident contre les Allemands et les Magyars.

Plus faible numériquement que ses ennemis à l'orient et à l'occident, il lui fut impossible de sauvegarder son unité comme nation et comme Etat, sa liberté et son indépendance contre la maxime brutale: « la force prime le droit », en vigueur contre elle à l'est et à l'ouest.

Mais le moment est arrivé où notre peuple n'est plus isolé dans la lutte. La guerre imposée par le militarisme allemand à la Russie, à la France et à l'Angleterre pour la défense de leur honneur et de leur liberté, ainsi que de la liberté et de l'indépendance des petits Etats, s'est transformée en lutte pour la liberté du monde et le triomphe du droit sur la force. Toutes les nations aimant la liberté et l'indépendance se sont associées pour leur défense commune, pour sauver au prix de tous les sacrifices la civilisation et la liberté, pour établir un nouvel ordre international sur la base de la justice et du droit qu'a chaque peuple de disposer de lui-même et d'organiser sa vie indépendante, enfin pour fonder une paix durable, consacrée au progrès et au développement de l'humanité et à sauvegarder le monde d'une catastrophe semblable à celle qu'a provoquée la cupidité conquérante de l'impérialisme allemand.

A la noble France, qui a proclamé la liberté des nations, et à l'Angleterre, foyer de liberté, se joignirent la grande République américaine, et la nouvelle Russie libre et démocratique, en énonçant comme but principal de guerre le triomphe de la liberté et de la démocratie, et, comme base du nouvel ordre international, la liberté pour les peuples de disposer d'eux mêmes.

Notre peuple aux trois noms, qui a le plus souffert de la force brutale et de l'injustice et qui a fait les plus grands sacrifices pour conserver le droit de rester maître de ses destinées, a accueilli avec enthousiasme ce principe sublime, posé comme but principal de l'atroce guerre, provoquée par la violation de ce principe même.

Les représentants autorisés des Serbes, Croates et Slovènes, constatant que le désir de notre peuple, est de se libérer de tout joug étranger et de se constituer en un Etat libre national et indépendant, désir basé sur le principe que tout peuple est libre de disposer de lui-même, sont d'accord pour estimer que cet Etat doit être fondé sur les principes modernes et démocratiques suivants:

1. L'Etat des Serbes, Croates et Slovènes. qui sont aussi connus sous le nom de Slaves du Sud, ou Yougo-slaves, sera un Royaume libre et indépendant, avec un territoire indivisible et une unité de sujétion. Cet Etat sera une monarchie constitutionnelle démocratique et parlementaire avec, à sa tête, la dynastie des Karageorgévitch qui a toujours partagé les idées et les sentiments de la nation, plaçant au dessus de tout la liberté et la volonté nationale.

2. Le nom de cet Etat sera: Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, et le titre du souverain: Roi des Serbes, Croates et Slovènes.

3. Cet Etat aura un seul blason, un seul drapeau et une seule couronne. Ces emblèmes seront composés de nos emblèmes particuliers actuels. Son unité sera symbolisée par le blason, et le drapeau du royaume, comme symbole de l'unité, sera hissé sur tout les édifices publics du Royaume.

4. Les drapeaux particuliers — serbe, croate et slovène — ont des droits égaux et peuvent être arborés librement dans toutes les occasions. Il en sera de même pour les blasons particuliers.

5. Les trois dénominations nationales — serbe, croate et slovène — sont égales devant la loi pour tout le territoire du royaume et chacun peut s'en servir librement dans toutes les occasions de la vie publique et auprès de toutes les autorités.

6. Les deux alphabets, cyrillique et latin, ont aussi les mêmes droits et chacun peut librement s'en servir sur tout le territoire du Royaume. Les autorités royales et les autorités locales autonomes ont le devoir et le droit d'employer les deux alphabets selon le désir des citoyens.

7. Toutes les religions reconnues pourront être exercées librement et publiquement. Les cultes orthodoxe, catholique romain et musulman, qui sont surtout profes-

sés dans notre nation, seront égaux entre eux et auront les mêmes droits au regard de l'Etat.

Vu ces principes, le législateur aura soin de sauvegarder la paix confessionnelle conformément à l'esprit et à la tradition de notre nation entière.

8. Le calendrier sera unifié le plus tôt possible.

9. Le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes comprendra tout le territoire sur lequel notre nation aux trois noms vit en masses compactes et sans discontinuité. Il ne pourrait pas être mutilé sans porter atteinte aux intérêts vitaux de la communauté.

Notre nation ne demande rien qui appartienne à autrui. Elle ne réclame que ce qui est à elle. Elle désire se libérer et constituer son unité. C'est pourquoi elle refuse consciemment et fermement toute solution partielle du problème de sa libération et de son unification nationale. Elle pose ce problème de sa délivrance de la domination austro-hongroise et de son union avec la Serbie et le Monténégro dans un Etat unique, comme formant un tout indivisible.

10. La mer Adriatique sera, dans l'intérêt de la liberté et des droits égaux de toutes les nations, libre et ouverte à tous et à chacun.

11. Tous les citoyens sur tout le territoire du Royaume sont égaux et jouissent des mêmes droits envers l'Etat et devant la loi.

12. L'élection des députés à la représentation nationale aura lieu au suffrage universel, égal, direct et secret. Il en sera de même pour les élections dans les Communes et autres institutions administratives. Le vote aura lieu dans chaque commune.

13. La constitution établie, après la conclusion de la paix, par l'Assemblée Constituante, élue par le suffrage universel, direct et secret, servira de base à toute la vie de l'Etat; elle sera l'origine et l'aboutissement de tous les pouvoirs et de tous les droits sur lesquels la vie nationale entière sera réglée.

La Constitution donnera au peuple la possibilité d'exercer ses énergies particulières dans les autonomies locales, délimitées par les conditions naturelles, sociales et économiques.

La Constitution doit être votée dans sa totalité par une majorité numériquement définie par l'Assemblée Constituante.

La Constitution, ainsi que toutes les autres lois votées par l'Assemblée Constituante n'entreront en vigueur qu'après la sanction du Roi.

La Nation ainsi unifiée des Serbes, Croates et Slovènes formerait un Etat d'une douzaine de millions d'habitants. Cet Etat sera une garantie de leur indépendance nationale et de leur progrès général, national et civilisateur, un puissant rempart contre la poussée germanique, un allié inséparable de tous les peuples et Etats civilisés ayant proclamé le principe du Droit et de la Liberté et celui de la Justice internationale. Il ferait dignement partie de la nouvelle Société des Nations.

Fait à Corfou, le 7-20 juillet 1917.

Le Président du Conseil et Ministre
des affaires étrangères du Royaume de Serbie.
Nicolas PACHITCH.

Le Président du Comité Yougoslave
Dr Ante TRUMBITCH
Avocat, député et chef du parti national croate à la Diète de la Dalmatie, ancien maire de Splir (Spalato), ancien député du district de Zadar (Zara) au Parlement autrichien.

III

LA DÉCLARATION MONTÉNÉGRINE

---

*La déclaration concernant l'Union nationale yougoslave, signée le 7-20 juillet 1917, à Corfou, par le président du Conseil des ministres du royaume de Serbie et par le président du Comité yougoslave, a été adoptée intégralement par l*e Comité Monténégrin pour l'Union nationale *qui a fait la déclaration suivante :*

Le Comité Monténégrin pour l'Union nationale, conscient de ses devoirs nationaux et des idéals istoriques du Monténégro, manifestés par sa lutte continuelle pour l'indépendance et l'union ; persuadé que le Monténégro, à l'issue de cette guerre, aura accompli son rôle d'État serbe indépendant, et qu'infailliblement il est appelé à entrer dans le royaume des Serbes, Croates et Slovènes, adopte intégralement la déclaration du président du Conseil des ministres de Serbie, M. Nicolas Pachitch et du président du Comité yougoslave, M. le Dr Ante Trumbitch, votée à l'unanimité, à Corfou, le 7-20 juillet 1917.

Complètement solidaire avec la déclaration de Corfou, le *Comité monténégrin pour l'Union nationale,*

certain d'exprimer les aspirations du peuple serbe du Monténégro, poursuivra son action en vue de l'union des Serbes, Croates et Slovènes.

Paris, le 29 juillet-11 août 1917.

Président du Comité :

André RADOVITCH,
ancien président du Conseil des ministres,
ministre des Affaires étrangères,
ancien membre du Conseil d'Etat du Monténégro.

Yanko SPASSOYÉVITCH,
député, ancien ministre de la Justice,
ancien membre de la Haute Cour de Justice.

Danilo GATALO,
ancien ministre de la Guerre,
inspecteur au Ministère de la Guerre
et intendant principal de l'armée monténégrine.

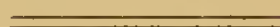
Miloche IVANOVITCH,
membre du Tribunal départemental.

Louka PICHTELITCH, publiciste.

Yovan DJOURACHKOVITCH, député.

TABLE DES MATIÈRES

ANNEXES :




UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
A 000 027 788 9